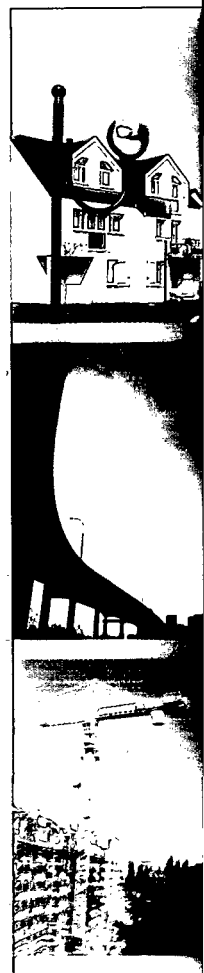


# Données détaillées structurelles du SES



## Les entreprises du secteur de la construction en 2000



juillet 2002



CDAT  
10626



## Sommaire général

1	Avant-propos .....	5
2	Champ de l'enquête et modalités d'exécution .....	7
2.1	Le champ de l'EAE construction .....	7
2.2	Modalités d'exécution et bilan d'exploitation de l'enquête .....	7
3	Vue d'ensemble de l'année 2000 .....	13
4	Tableaux de synthèse : année 2000 .....	19
4.1	Principales données du secteur et des sous-secteurs de la construction .....	19
4.2	Les comptes des entreprises de 20 salariés et plus .....	27
4.3	La diversification des activités du secteur de la construction .....	43
4.4	Les marchés du secteur de la construction .....	47
5	Glossaire .....	53
6	Présentation des questionnaires .....	59
	Fac-similé des questionnaires .....	61



## L'enquête annuelle d'entreprise

Les enquêtes annuelles d'entreprise (EAE) sont l'une des principales sources d'informations détaillées sur le secteur qu'elles concernent. Elles sont utilisées par les administrations centrales et locales, l'INSEE et d'autres organismes publics, mais aussi par différents organismes tels que les fédérations professionnelles, certaines entreprises du secteur, les organisations syndicales représentatives de salariés, des bureaux d'étude, des chercheurs...

Les informations sont collectées auprès des entreprises, principalement sur la base de leurs comptes sociaux.

Un effort d'harmonisation des enquêtes annuelles d'entreprises effectuées sur les différents secteurs de l'activité économique a été entrepris. C'est pourquoi les questionnaires de toutes ces enquêtes sont relativement proches pour ce qui concerne les données générales (effectifs et rémunérations, données comptables, investissements et cessions), les spécificités des secteurs étudiés faisant en outre l'objet de questions adaptées (répartition du chiffre d'affaires selon la nature des ouvrages et les maîtres d'ouvrage, la localisation des chantiers, par exemple, pour l'EAE construction).

La collecte des questionnaires et la diffusion des résultats de l'EAE construction sont réalisées par le service économique et statistique (SES) de la direction des affaires économiques et internationales du ministère de l'équipement, des transports et du logement.

## *Historique*

Sous cette forme, l'enquête existe depuis 1968. Auparavant, existait une enquête de branche mise en place en 1956.

L'enquête portant sur l'exercice 1984 a inauguré une nouvelle génération d'enquêtes (la troisième) sur la base de l'adoption du plan comptable actuel, qui date de 1982.

La nomenclature d'activités, qui décrit l'activité principale exercée par une entreprise (code APE), a changé au 1<sup>er</sup> janvier 1993 : à cette date est entrée en vigueur la nomenclature d'activités française (NAF) harmonisée avec la NACE rev.1 (nomenclature d'activités de la Communauté européenne, révision n°1). Pour la présentation des résultats des enquêtes annuelles, la NAF se substitue donc, à partir de l'exercice 1993, à la version « activités » de la NAP 73, entraînant une recodification des codes APE de toutes les entreprises et des ruptures de séries entre 1992 et 1993.

A partir de l'exercice 1997, l'enquête annuelle d'entreprise de construction dite de quatrième génération a connu une évolution majeure tant au niveau du questionnaire, qui a été profondément rénové et simplifié, que dans le traitement automatique, qui est plus intégré et permet de réaliser les opérations depuis l'expertise des questionnaires jusqu'à l'extrapolation des non réponses en passant par le redressement des données aberrantes. Ce changement a induit des ruptures de séries notamment sur l'analyse des chantiers. Afin d'alléger la charge statistique pour les petites entreprises, une « stratégie petites entreprises » est mise en oeuvre un an sur deux sur le champ des unités de moins de dix salariés. L'année de sa mise en oeuvre les entreprises de moins de dix salariés ne reçoivent pas de questionnaire et leurs données sont estimées en mobilisant des informations de source administrative. L'année 1999 est la première année d'application de cette procédure.

## *Secret statistique*

La réalisation d'une publication sectorielle conduit à des résultats concernant parfois un nombre réduit d'entreprises. De façon à préserver la confidentialité de leurs réponses et à satisfaire ainsi aux règles du secret statistique, il a pu s'avérer indispensable d'occulter les cases de plusieurs tableaux.

Cette occultation des résultats est obligatoire dès lors qu'ils concernent moins de trois entreprises ou lorsqu'une entreprise réalise à elle seule plus de 85 % du résultat. Lorsque ce cas se présente, la mention « s.d. » pour « secret direct » remplace les résultats dans la tranche de taille concernée par le secret statistique. Certains tableaux présentent des totaux et des sous-totaux. La règle retenue a été de privilégier la diffusion des résultats au niveau le plus agrégé. Afin d'éviter que ces sous-totaux ne révèlent indirectement le contenu des cases occultées par le procédé précédemment décrit, il a pu être nécessaire d'induire un secret sur certaines cases des tableaux présentés. Afin de distinguer les deux causes de secret statistique, ces cas comportent la mention « s.i. » pour « secret induit ».

Les principaux résultats de l'EAE Construction de l'année 2000 sont présentés dans cette brochure. Des tableaux plus détaillés et des graphiques sont disponibles sur cédérom.

## *Signes conventionnels*

<b>N.C.</b>	Non Communiqué (l'entreprise non répondante a cependant été extrapolée)
<b>s.d. ou s.i.</b>	Confidentialité due à un problème de secret statistique direct (s.d.) ou induit (s.i.)
<b>N.D.</b>	Résultat non disponible
<b>S.O.</b>	Sans objet
<b>n.i.</b>	Non interrogé

## 2 - Champ de l'enquête et modalités d'exécution

### 2.1. Le champ de l'EAE construction

#### *Unités interrogées*

L'unité statistique de base est l'entreprise, qui est une entité juridique (soit entreprise individuelle, soit société). Les unités interrogées sont les entreprises ayant leur siège social en France métropolitaine. Les entreprises filiales situées en métropole sont interrogées séparément de leur société mère. Les groupes ne sont pas interrogés en tant que tels, et les résultats présentés ici ne sont pas consolidés.

#### *Secteur enquêté*

Une entreprise peut avoir plusieurs activités distinctes au sens de la nomenclature française d'activités (NAF) ; on détermine son activité principale (APE) à partir de la répartition de son chiffre d'affaires entre l'ensemble de ses activités. L'ensemble des entreprises de même activité principale constitue un secteur d'entreprise.

Le champ de l'enquête est constitué par les entreprises qui ont clos un exercice comptable au cours de l'année considérée et dont l'activité principale est la construction. Leur code APE appartient à la section 45 de la NAF (cf. le détail des codifications NAF de la construction dans le tableau 1).

### 2.2. Modalités d'exécution et bilan d'exploitation de l'enquête

#### *Échantillon*

La base de sondage est le fichier OCEAN (outil de coordination des enquêtes annuelles) alimenté par le répertoire SIRENE (système informatique pour le répertoire des entreprises et des établissements) de l'INSEE. Les entreprises employant vingt salariés et plus sont toutes interrogées. Les entreprises de moins de vingt salariés sont interrogées selon un plan de sondage dont le taux dépend de l'activité principale exercée et de la tranche d'effectif salarié au 31 décembre de l'année d'exercice (cf. tableau 2).

#### *Traitement des réponses*

L'enquête est réalisée par voie postale auprès des entreprises de l'échantillon. Lorsque les questionnaires sont retournés, ils sont saisis, puis contrôlés par un programme informatique permettant de repérer les incohérences internes, l'état des réponses d'une entreprise par rapport aux autres entreprises ayant des caractéristiques proches, ainsi que des variations jugées anormales des réponses à une même question sur deux années consécutives. Ce signal est l'occasion pour le gestionnaire de prendre contact auprès de l'entreprise s'il s'agit

d'une donnée essentielle de l'enquête afin de confirmer ou non la réponse portée sur le questionnaire. Le cas échéant, le programme propose une correction automatique. D'autre part, les entreprises non répondantes doivent participer aux résultats des tableaux. A cet effet, il est nécessaire d'extrapoler les non réponses totales à partir des données des entreprises répondantes sélectionnées en fonction de critères de proximité : même taille, même activité et même région d'implantation ou à partir des données de l'année précédente si l'entreprise avait répondu.

### *Taux de réponse*

Le taux de réponse correspond au rapport entre le nombre d'entreprises actives et répondant à l'enquête et le nombre d'entreprises actives interrogées. Il est globalement de 81,1 % sur l'exercice 2000 (cf. tableau 3).

### *Taux de couverture*

Le taux de couverture est le rapport entre le chiffre d'affaires, pondéré, des entreprises actives ayant répondu à l'enquête et le chiffre d'affaires total estimé, pour une activité donnée. Il est globalement de c'est toi qui a le chiffre % en 2000 (cf. tableau 3).

### *Nomenclatures*

Les résultats de l'enquête annuelle d'entreprise sont présentés suivant plusieurs critères qui sont ceux retenus lors du tirage de l'échantillon à savoir l'activité principale, la tranche de taille (définie en nombre de salariés) et la région du siège de l'entreprise. Pour analyser le marché de la construction, on utilise des critères supplémentaires pour lesquels une typologie a été définie : il s'agit de la catégorie du maître d'ouvrage, de la nature de l'ouvrage et de la région de chantier. Pour ce dernier critère comme pour la région de siège, ce sont les régions administratives qui sont utilisées.



Tableau n° 1 - Nomenclature d'activités française (NAF)

NAF	Bâtiment		Travaux publics
	Gros œuvre	Second œuvre	
45.1A Petits Terrassements divers, démolition			x
45.1B Terrassements en grande masse			x
45.1D Forages et sondages			x
45.2A Construction de maisons individuelles	x		
45.2B Construction de bâtiments divers	x		
45.2C Construction d'ouvrages d'art			x
45.2D Travaux souterrains			x
45.2E Réalisation de réseaux			x
45.2F Construction de lignes électriques et de télécommunication			x
45.2J Réalisation de couvertures par éléments		x	
45.2K Travaux d'étanchéification		x	
45.2L Travaux de charpente		x	
45.2N Construction de voies ferrées			x
45.2P Construction de chaussées routières et de sols sportifs			x
45.2R Travaux maritimes et fluviaux			x
45.2T Levage, montage	x		
45.2U Autres travaux spécialisés de construction			x
45.2V Travaux de maçonnerie générale	x		
45.3A Travaux d'installation électrique		x	
45.3C Travaux d'isolation		x	
45.3E Installation d'eau et de gaz		x	
45.3F Installation d'équipements thermiques et de climat.		x	
45.3H Autres travaux d'installation			x
45.4A Plâtrerie		x	
45.4C Menuiserie bois et matières plastiques		x	
45.4D Menuiserie métallique ; serrurerie		x	
45.4F Revêtement des sols et des murs		x	
45.4H Miroiterie de bâtiment ; vitrerie		x	
45.4J Peinture		x	
45.4L Agencement de lieux de vente		x	
45.4M Travaux de finition non compris ailleurs		x	
45.5Z Location avec opérateur de matériel de construction			x

**Tableau n° 2 - Taux de sondage et nombre d'entreprises interrogées selon l'activité et la taille des entreprises à l'initialisation de l'enquête (exercice 2000)**

Taille / Activité principale*	0 salariés		1 à 5 salariés		6 à 9 salariés		10 à 19 salariés		20 à 49 salariés		50 salariés et plus		Total Nombre
	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	
45.1A	1/70	77	1/50	104	1/10	78	1/5	138	1/1	389	1/1	101	887
45.1B	1/5	78	1/5	69	1/2	34	1/2	38	1/1	93	1/1	66	378
45.1D	1/5	13	1/5	28	1/5	3	1/2	13	1/1	17	1/1	4	78
45.2A	1/20	174	1/20	332	1/5	159	1/10	141	1/1	284	1/1	61	1 151
45.2B	1/10	111	1/10	166	1/5	69	1/10	88	1/1	650	1/1	384	1 468
45.2C	1/2	24	1/2	17	1/1	15	1/2	11	1/1	44	1/1	48	159
45.2D	1/1	3	1/1	5	1/10	1	1/1	4	1/1	9	1/1	7	29
45.2E	1/5	11	1/5	13	1/2	14	1/2	40	1/1	186	1/1	124	388
45.2F	1/2	31	1/2	36	1/2	25	1/2	48	1/1	165	1/1	116	421
45.2J	1/50	54	1/60	115	1/10	74	1/5	112	1/1	193	1/1	21	569
45.2K	1/20	19	1/20	53	1/2	67	1/2	76	1/1	69	1/1	14	298
45.2L	1/70	18	1/50	65	1/10	44	1/5	60	1/1	104	1/1	20	311
45.2N	1/1	3	1/1	5	1/1	2	1/1	4	1/1	17	1/1	11	42
45.2P	1/5	43	1/2	137	1/2	64	1/2	75	1/1	264	1/1	249	832
45.2R	1/2	28	1/2	36	1/2	7	1/2	6	1/1	15	1/1	4	96
45.2T	1/20	14	1/10	44	1/5	27	1/2	49	1/1	77	1/1	20	231
45.2U	1/10	58	1/10	77	1/5	27	1/2	57	1/1	60	1/1	35	314
45.2V	1/80	230	1/80	463	1/30	158	1/10	295	1/1	644	1/1	99	1 889
45.3A	1/70	215	1/50	329	1/10	185	1/10	196	1/1	668	1/1	318	1 911
45.3C	1/20	38	1/20	64	1/10	22	1/2	68	1/1	79	1/1	30	301
45.3E	1/70	180	1/60	246	1/10	139	1/10	96	1/1	285	1/1	43	989
45.3F	1/50	86	1/30	192	1/10	116	1/5	157	1/1	445	1/1	109	1 105
45.3H	1/5	51	1/2	132	1/2	26	1/2	24	1/1	39	1/1	15	287
45.4A	1/60	92	1/50	117	1/10	54	1/5	72	1/1	157	1/1	24	516
45.4C	1/70	197	1/60	250	1/20	99	1/10	155	1/1	398	1/1	64	1 163
45.4D	1/50	93	1/50	123	1/10	99	1/10	106	1/1	316	1/1	61	798
45.4F	1/60	106	1/60	120	1/10	61	1/5	87	1/1	159	1/1	29	562
45.4H	1/10	41	1/10	58	1/5	29	1/2	52	1/1	35	1/1	2	217
45.4J	1/70	296	1/60	328	1/20	110	1/10	177	1/1	546	1/1	142	1 599
45.4L	1/20	26	1/10	79	1/5	30	1/5	30	1/1	71	1/1	7	243
45.4M	1/60	51	1/60	37	1/10	24	1/10	26	1/1	50	1/1	3	191
45.5Z	1/2	32	1/2	56	1/2	25	1/2	24	1/1	51	1/1	10	198
<b>Total</b>		<b>2 493</b>		<b>3 896</b>		<b>1 887</b>		<b>2 525</b>		<b>6 579</b>		<b>2 241</b>	<b>19 621</b>

\* Se reporter au tableau 1 sur les nomenclatures pour les intitulés des codes NAF.

Tableau n° 3 - Taux de réponse et taux de couverture selon l'activité des entreprises (exercice 2000)

Activité principale* initiale	Nombre d'entreprises interrogées	Dont hors champ ou cessées	%	Nombre d'entreprises actives dans le champ	%	Dont répondantes	Taux de réponse	Taux de couverture
45.1A	887	23	2,6	864	97,4	700	81,0	73,2
45.1B	378	17	4,5	361	95,5	314	87,0	93,6
45.1D	78	1	1,3	77	98,7	56	72,7	67,0
45.2A	1 151	58	5,0	1093	95,0	724	66,2	66,2
45.2B	1 468	42	2,9	1426	97,1	1180	82,7	88,0
45.2C	159	7	4,4	152	95,6	132	86,8	98,1
45.2D	29	1	3,4	28	96,6	22	78,6	88,9
45.2E	388	15	3,9	373	96,1	336	90,1	92,9
45.2F	421	15	3,6	406	96,4	338	83,3	91,1
45.2J	569	13	2,3	556	97,7	483	86,9	83,2
45.2K	298	6	2,0	292	98,0	225	77,1	87,9
45.2L	311	3	1,0	308	99,0	270	87,7	85,8
45.2N	42	1	2,4	41	97,6	31	75,6	90,7
45.2P	832	34	4,1	798	95,9	691	86,6	94,4
45.2R	96	5	5,2	91	94,8	73	80,2	84,3
45.2T	231	10	4,3	221	95,7	173	78,3	78,9
45.2U	314	11	3,5	303	96,5	228	75,2	81,0
45.2V	1 889	59	3,1	1830	96,9	1418	77,5	75,7
45.3A	1 911	51	2,7	1860	97,3	1558	83,8	83,1
45.3C	301	13	4,3	288	95,7	229	79,5	81,3
45.3E	989	25	2,5	964	97,5	779	80,8	64,1
45.3F	1 105	21	1,9	1084	98,1	873	80,5	79,4
45.3H	287	20	7,0	267	93,0	213	79,8	88,9
45.4A	516	8	1,6	508	98,4	395	77,8	58,8
45.4C	1 163	48	4,1	1115	95,9	989	88,7	83,7
45.4D	798	30	3,8	768	96,2	630	82,0	74,1
45.4F	562	9	1,6	553	98,4	460	83,2	85,8
45.4H	217	1	0,5	216	99,5	176	81,5	78,7
45.4J	1 599	30	1,9	1569	98,1	1271	81,0	74,7
45.4L	243	3	1,2	240	98,8	185	77,1	65,8
45.4M	191	5	2,6	186	97,4	123	66,1	71,9
45.5Z	198	13	6,6	185	93,4	151	81,6	88,1
<b>Total</b>	<b>19 621</b>	<b>598</b>	<b>3,0</b>	<b>19023</b>	<b>97,0</b>	<b>15426</b>	<b>81,1</b>	<b>80,8</b>

\* Se reporter au tableau 1 sur les nomenclatures pour les intitulés des codes NAF.

Les définitions de taux de réponse et de taux de couverture figurent page 6.



### Résumé de l'année 2000

Le texte ci-après est une reprise du texte de la publication Infos Rapides n° 188 de mai 2002 intitulée « EAE - CONSTRUCTION 2000 : PRINCIPAUX RÉSULTATS » commentant les enseignements majeurs que l'on peut tirer de l'enquête portant sur l'exercice 2000.

L'année 2000 a été une année exceptionnelle pour toute la construction. Son chiffre d'affaires s'est élevé à plus de 135 milliards d'euros. C'est le secteur des travaux publics, le moins dynamique en 1999, qui a connu la plus forte croissance, son chiffre d'affaires ayant progressé de 13 % en valeur. L'activité du secteur du bâtiment, quant à elle, a connu une troisième année consécutive de croissance, son chiffre d'affaires augmentant en valeur de 9,1 %.

Le contexte économique a été très favorable à l'ensemble du secteur de la construction. La construction de logements neufs a bénéficié de la fin des mesures de soutien à l'investissement locatif connues sous le nom d'investissement Périssol ; l'entretien-amélioration de logements a bénéficié de la réduction du taux de TVA et, dans une moindre mesure, des conséquences des tempêtes de la fin de l'année 1999. La construction neuve de bâtiments non résidentiels a profité d'une conjoncture économique très porteuse tandis que les travaux publics, enfin, ont bénéficié de la conjoncture généralement forte qui préside aux années qui précèdent les élections municipales.

Dans ce contexte de forte activité, les comptes des entreprises de vingt salariés et plus se sont sensiblement améliorés.

#### **LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION <sup>(1)</sup>**

##### **Activité exceptionnelle dans toute la construction et grand dynamisme de l'activité des travaux publics**

En 2000, le secteur de la construction a enregistré une progression record, puisque son chiffre d'affaires annuel s'est accru de 10,1 % et atteint ainsi plus de 135 milliards d'euros. Le nombre d'entreprises du secteur a augmenté de près de 6 000 et atteint ainsi plus de 293 000, soit une augmentation de 2 % par rapport à 1999. La population active du secteur a crû de 3,3 %, ce qui correspond à 47 000 actifs supplémentaires. Le secteur a employé 1 240 000 salariés, en hausse de 2,1 % par rapport à 1999. Au 30 juin 2000, les effectifs salariés se composaient de 77 % d'ouvriers ou d'apprentis et de 23 % de cadres. La masse salariale a, quant à elle, augmenté assez fortement (+ 6,7 %).

L'activité du bâtiment a connu sa troisième année consécutive de croissance. Son chiffre d'affaires a beaucoup progressé (+ 9,1 %). Le nombre des entreprises de ce secteur a augmenté de + 2,3 %. Sa masse salariale s'est, elle aussi, accrue fortement (+ 6,4 % comme en 1999), alors que son effectif salarié moyen a augmenté de 1,5 %. Au sein du secteur du bâtiment, la croissance du chiffre d'affaires a été plus forte dans le sous-secteur du second œuvre que dans celui du gros œuvre. Dans le secteur du second œuvre, le chiffre d'affaires a progressé fortement (+ 9,5 %) et le nombre d'entreprises a augmenté de 2,1 %. Le nombre moyen de salariés a crû de 1,8 % et la masse salariale a progressé de 6,3 %. Les entreprises dont l'activité principale concerne la réalisation de couverture par éléments ou encore de miroiterie de bâtiment, vitrerie ont connu une forte croissance et leur chiffre d'affaires a augmenté respectivement de 13,9 % et de 15,1 %. Ces entreprises ont été largement sollicitées pour effectuer des travaux consécutifs aux tempêtes de fin 1999.

Dans le sous-secteur du gros-œuvre, le chiffre d'affaires s'est accru de 8,3 % et l'effectif salarié moyen a légèrement augmenté (+ 0,8 %). La masse salariale y a progressé de 6,7 % et le nombre d'entreprises de 2,9 %.

---

<sup>1</sup> Pour l'analyse des conditions de l'activité des entreprises, les évolutions sont calculées autant que possible à champ constant, c'est-à-dire sur les seules « entreprises pérennes ». Les « entreprises pérennes » sont celles qui ont répondu à l'enquête et ont été actives en 1999 et 2000, sans modification de structure ni entrée ou sortie de champ entre ces deux années. Pour l'analyse des marchés, au contraire, l'analyse sera menée sur le champ complet. Des divergences entre évolutions à champ constant et évolutions à champ complet peuvent apparaître, du fait de modifications de structures.

En retrait par rapport au bâtiment dans la reprise de 1999, le secteur des travaux publics a connu une activité exceptionnelle en 2000. Son chiffre d'affaires a progressé très fortement (+ 13 %). Sa masse salariale a aussi fortement augmenté (+ 8,5 %), ainsi que son effectif salarié moyen (+ 4,7 %). Les entreprises de travaux souterrains ont été les seules à connaître une baisse d'activité (- 7,1 % pour le chiffre d'affaires).

### Les entreprises du secteur de la construction

Secteur / Taille	Nombre d'entreprises			
	Total	0-10	11-199	>=200
<b>Ensemble</b>	<b>293 539</b>	<b>268 855</b>	<b>24 353</b>	<b>331</b>
Gros œuvre	70 591	63 622	6 910	59
Second œuvre	206 130	191 944	14 076	110
Travaux publics	16 818	13 289	3 367	162

Secteur / Taille	Nombre moyen de salariés par entreprise			
	Total	0-10	11-199	>=200
<b>Ensemble</b>	<b>4,2</b>	<b>1,8</b>	<b>23,7</b>	<b>570,4</b>
Gros œuvre	4,6	2,1	22,8	511,5
Second œuvre	3,3	1,6	21,2	685,5
Travaux publics	13,8	2,1	35,9	513,6

Secteur / Taille	Effectif salarié moyen sur l'année			
	Total	0-10	11-199	>=200
<b>Ensemble</b>	<b>1 241 184</b>	<b>476 034</b>	<b>576 363</b>	<b>188 787</b>
Gros œuvre	324 261	136 595	157 488	30 178
Second œuvre	685 253	311 775	298 073	75 405
Travaux publics	231 670	27 664	120 802	83 204

Secteur / Taille	Chiffre d'affaires (en milliers d'euros) par salarié			
	Total	0-10	11-199	>=200
<b>Ensemble</b>	<b>109</b>	<b>98</b>	<b>105</b>	<b>149</b>
Gros œuvre	114	93	111	220
Second œuvre	99	97	96	116
Travaux publics	133	125	120	154

Secteur / Taille	Chiffre d'affaires (en millions d'euros)			
	Total	0-10	11-199	>=200
<b>Ensemble</b>	<b>135 334</b>	<b>46 545</b>	<b>60 606</b>	<b>28 183</b>
Gros œuvre	36 935	12 769	17 523	6 643
Second œuvre	67 645	30 321	28 603	8 721
Travaux publics	30 754	3 455	14 480	12 819

Secteur / Taille	Chiffre d'affaires (en milliers d'euros) par entreprise			
	Total	0-10	11-199	>=200
<b>Ensemble</b>	<b>461</b>	<b>173</b>	<b>2 489</b>	<b>85 145</b>
Gros œuvre	523	201	2 536	112 593
Second œuvre	328	158	2 032	79 282
Travaux publics	1 829	260	4 301	79 130

**L'amélioration des comptes des entreprises de 20 salariés et plus s'est poursuivie en 2000, en particulier pour celles du gros œuvre et celles de moins de 200 salariés**

En 2000, les entreprises d'au moins 20 salariés<sup>1</sup> ont été largement bénéficiaires. Leur résultat net dépasse 1,6 milliard d'euros, soit 2,3 % du chiffre d'affaires. Plus de 90 % d'entre-elles ont réalisé des bénéfices nets. Leur chiffre d'affaires a nettement augmenté (+ 9,9 %), ainsi que leur production<sup>2</sup> (+ 9,5 %). Le surcroît d'activité a amené ces entreprises à recourir de manière plus importante à la sous-traitance qui s'est accrue en valeur de 15,6 % et, sur fond de difficultés de recrutement, à utiliser plus de personnel extérieur : le poste de dépense correspondant a crû de 14,7 %. Cela explique que la valeur ajoutée n'ait progressé que de 7,2 %. En revanche, l'excédent brut d'exploitation a beaucoup progressé (+ 31 %) pour atteindre près de 11 % de la valeur ajoutée, contre 7,5 % en 1999. Cela résulte essentiellement d'une croissance des salaires et charges sociales (+ 5,4 %) moins rapide que celle de la valeur ajoutée, d'où la baisse assez nette du poids des frais de personnel dans la valeur ajoutée (84 % en 2000 contre 87 % en 1999).

Parmi ces entreprises, ce sont celles du gros œuvre qui ont le plus profité de la progression de l'activité. Leur valeur ajoutée a fortement progressé (+ 11,7 %, contre + 10,9 % pour les travaux publics et + 7,3 % pour le second œuvre). Leur taux de valeur ajoutée (valeur ajoutée rapportée à la production) est resté stable, alors qu'il a diminué pour le second œuvre (- 0,6 point) et les travaux publics (- 1,6 point). C'est le sous-secteur où le taux de marge (excédent brut d'exploitation rapporté à la production) a le plus augmenté (+ 1,4 point contre + 0,6 point pour le second œuvre et + 0,2 point pour les travaux publics). Enfin, leur taux d'autofinancement (capacité d'autofinancement rapportée à la valeur ajoutée) est en progression de + 2,6 points (contre + 1,4 point pour le second œuvre et + 2 points pour les travaux publics).

Les entreprises de 20 à 199 salariés ont mieux profité de la bonne santé du secteur que celles de 200 salariés et plus. Leur valeur ajoutée a beaucoup progressé (+ 7,9 %, contre + 6 % pour les 200 salariés et plus). Certes, leur taux de valeur ajoutée est légèrement en retrait (- 0,6 point), mais il l'est moins que pour les entreprises de 200 salariés et plus (- 1,2 point). Leur taux de marge et leur taux d'autofinancement ont progressé respectivement de + 0,9 point et de + 1,8 point (contre respectivement + 0,3 point et + 2 points pour les 200 salariés et plus).

## Résultats comptables des entreprises de 20 salariés et plus

(en millions d'euros, évolution en %)

		Chiffre d'affaires				Production			
		1999	2000	évolution à champ complet	évolution à champ constant	1999	2000	évolution à champ complet	évolution à champ constant
<b>Ensemble des entr. de 20 sal. et plus</b>		<b>63 447</b>	<b>70 393</b>	<b>10,9</b>	<b>9,9</b>	<b>51 278</b>	<b>56 817</b>	<b>10,8</b>	<b>9,5</b>
Répartition par taille	20-199 salariés	38 220	42 211	10,4	9,6	32 181	35 474	10,2	9,6
	200 salariés et plus	25 227	28 182	11,7	10,4	19 097	21 343	11,8	9,4
Répartition par secteur	Bâtiment	41 471	45 011	8,5	8,2	32 318	35 141	8,7	8,2
	<i>Gros œuvre</i>	17 474	18 597	6,4	8,2	11 678	12 600	7,9	8,3
	<i>Second œuvre</i>	23 997	26 414	10,1	8,2	20 640	22 541	9,2	8,2
	Travaux publics	21 976	25 382	15,5	13,0	18 960	21 676	14,3	11,7

		Valeur ajoutée				EBE		Résultat net	
		1999	2000	évolution à champ complet	évolution à champ constant	1999	2000	1999	2000
<b>Ensemble des entr. de 20 sal. et plus</b>		<b>21 391</b>	<b>23 424</b>	<b>9,5</b>	<b>7,2</b>	<b>1 619</b>	<b>2 515</b>	<b>1 028</b>	<b>1 621</b>
Répartition par taille	20-199 salariés	13 684	15 104	10,4	7,9	1 525	2 218	707	1 052
	200 salariés et plus	7 707	8 320	8,0	6,0	94	297	321	569
Répartition par secteur	Bâtiment	14 161	15 404	8,8	7,1	1 216	1 860	575	903
	<i>Gros œuvre</i>	4 771	5 326	11,6	8,3	246	619	174	279
	<i>Second œuvre</i>	9 390	10 078	7,3	6,5	970	1 241	401	624
	Travaux publics	7 230	8 020	10,9	7,5	403	655	453	718

<sup>1</sup> Le compte de résultat complet est disponible pour les entreprises de 20 salariés et plus depuis 1999.

<sup>2</sup> Ici, production = chiffre d'affaires net de sous-traitance confiée de construction + production stockée + production immobilisée.

## LES MARCHÉS DE LA CONSTRUCTION

### Plus de sous-traitance dans le gros œuvre

Les travaux de gros œuvre, de second œuvre et de génie civil ont progressé respectivement de 8,5 %, de 11,4 % et de 13,8 %. Le taux de sous-traitance de construction a atteint 14 % en 2000. La sous-traitance a davantage progressé dans les travaux de gros œuvre (+ 15,9 %) que dans les travaux de second œuvre (+ 11,2 %) ou de génie civil (+ 13,3 %). Le taux de sous-traitance a atteint ainsi 24 % dans les travaux le gros œuvre, 10 % dans les travaux de second œuvre et 13 % dans les travaux de génie civil.

### Répartition du chiffre d'affaires des entreprises de construction et taux de sous-traitance selon la nature des travaux

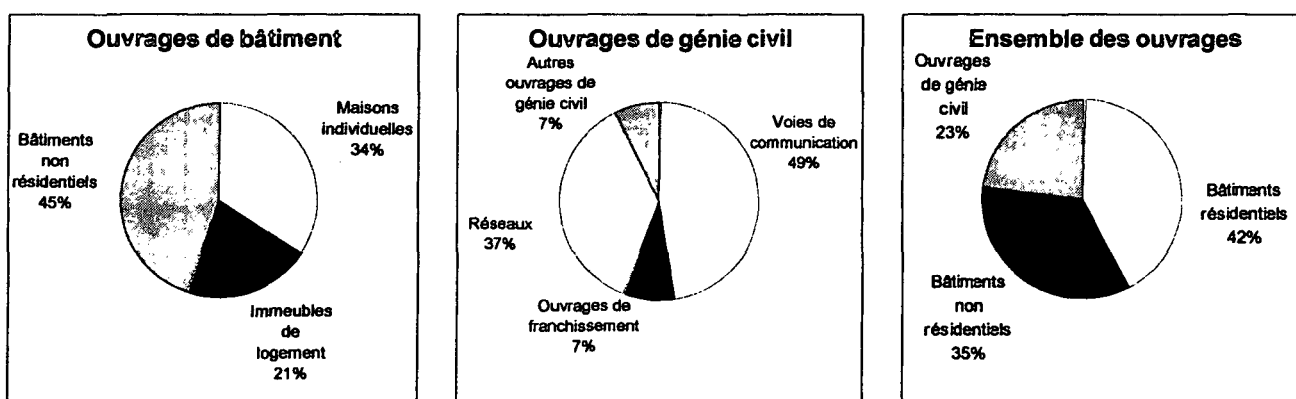
Nature des travaux	Secteur de l'entreprise							
	Ensemble		Gros œuvre		Second œuvre		Travaux publics	
	Parts des travaux	Taux de sous-traitance confiée	Parts des travaux	Taux de sous-traitance confiée	Parts des travaux	Taux de sous-traitance confiée	Parts des travaux	Taux de sous-traitance confiée
Ensemble	100	14	100	24	100	9	100	13
<b>Total bâtiment</b>	74	15	92	25	96	10	5	16
Gros œuvre	25	24	85	25	1	14	3	19
Second œuvre	50	10	7	29	95	9	1	9
<b>Total génie civil</b>	23	13	6	21	2	11	90	13
<b>Hors construction</b>	3	4	2	3	2	4	5	4

## Une année exceptionnelle pour l'entretien-amélioration dans le logement et pour la construction neuve dans le bâtiment non résidentiel

En 2000, la construction de logements a connu une croissance en valeur plus forte que celle de bâtiments non résidentiels (+ 11,3 % contre + 8,1 %), avec une très nette progression de la construction de maison individuelle (+ 15,4 %) et une progression un peu plus limitée du logement en immeubles collectifs (+ 5,1 %). L'activité dans le logement a été portée par les travaux d'entretien-amélioration qui ont progressé fortement (+ 11,4 %), principalement du fait de l'application du taux réduit de TVA (5,5 % au lieu de 19,6 %) à partir du 15 septembre 1999 et, dans une moindre mesure, du fait des tempêtes de fin 1999. Dans le bâtiment non résidentiel, c'est surtout la construction neuve qui a profité de la bonne conjoncture (+ 11,5 %). L'entretien-amélioration y a progressé tout de même de 4,7 %.

Cette forte croissance de la construction d'ouvrages de bâtiments a été le résultat d'une commande privée particulièrement dynamique, qui a connu une très forte progression pour la deuxième année consécutive (+ 11,7 %). Il s'agit aussi bien de la commande des particuliers (+ 13 %) que de celle des sociétés privées (+ 10 %). Ainsi, la commande des particuliers en ouvrages sur maison individuelle a augmenté de 15,1 % et celle des sociétés privées en ouvrages de bâtiments non résidentiels a augmenté de 11,3 %. La commande publique sur ouvrages de bâtiments a connu sensiblement la même progression que l'année précédente (+ 5 %). La commande des HLM en ouvrages sur immeubles de logement a très peu augmenté (+ 1,7 %) ainsi que celle des administrations et des collectivités locales en ouvrages de bâtiments non résidentiels (+ 1,6 %). Par contre, la commande des entreprises publiques en ouvrages de bâtiments non résidentiels (réfection des gares par exemple) a beaucoup augmenté (+ 22 %), même si elle ne représente que le quart de cette commande publique.

### Répartition du chiffre d'affaires construction selon la nature d'ouvrage

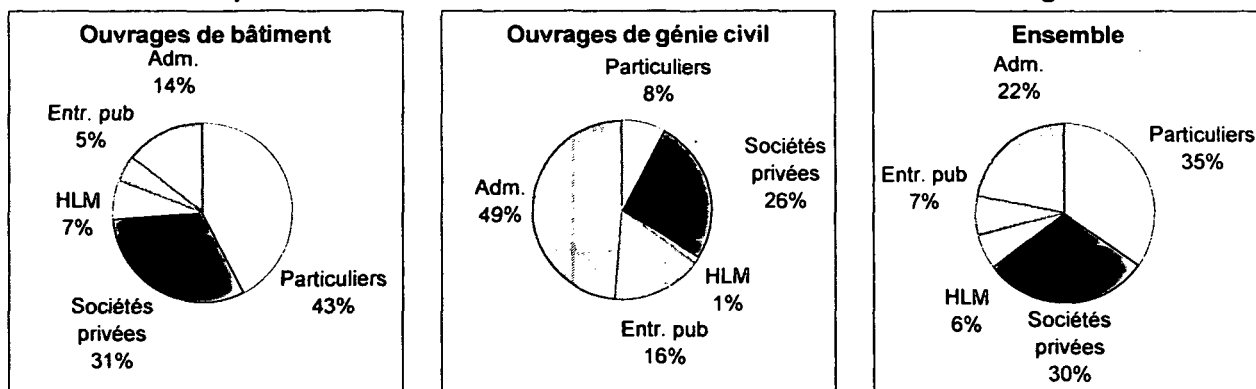


### Forte commande de réseaux et de voies de communication

En 2000, contrairement à 1999, la progression du chiffre d'affaires sur ouvrages de génie civil (+ 16 %) a été plus forte que celle sur ouvrages de bâtiments (+ 9,9 %), ce qui s'explique notamment par une très forte hausse de la commande privée (+ 27,3 %). La construction de réseaux a largement contribué à cette embellie, avec une progression de 17 %. Les travaux de voies de communications ont aussi fortement augmenté (+ 9,8 %). La forte progression des travaux sur réseaux est due à la fois aux tempêtes de fin 1999, avec notamment le remplacement des lignes électriques, et à la bonne tenue du bâtiment, avec la construction de VRD. Ainsi, les commandes de réseaux des entreprises privées et des entreprises publiques ont progressé respectivement de 19,7 % et de 9,9 %. Dans son ensemble, la commande publique en ouvrages de génie civil, beaucoup moins dynamique que ne l'a été la commande privée en 1999, a beaucoup augmenté en 2000 (+ 11 %). C'est grâce notamment à une forte hausse de la commande des administrations et des collectivités locales (+ 13,6 %). Leurs commandes de travaux sur voies de communication et réseaux ont augmenté respectivement de 10,8 % et de 19,6 %.



### Répartition du chiffre d'affaires construction selon le maître d'ouvrage

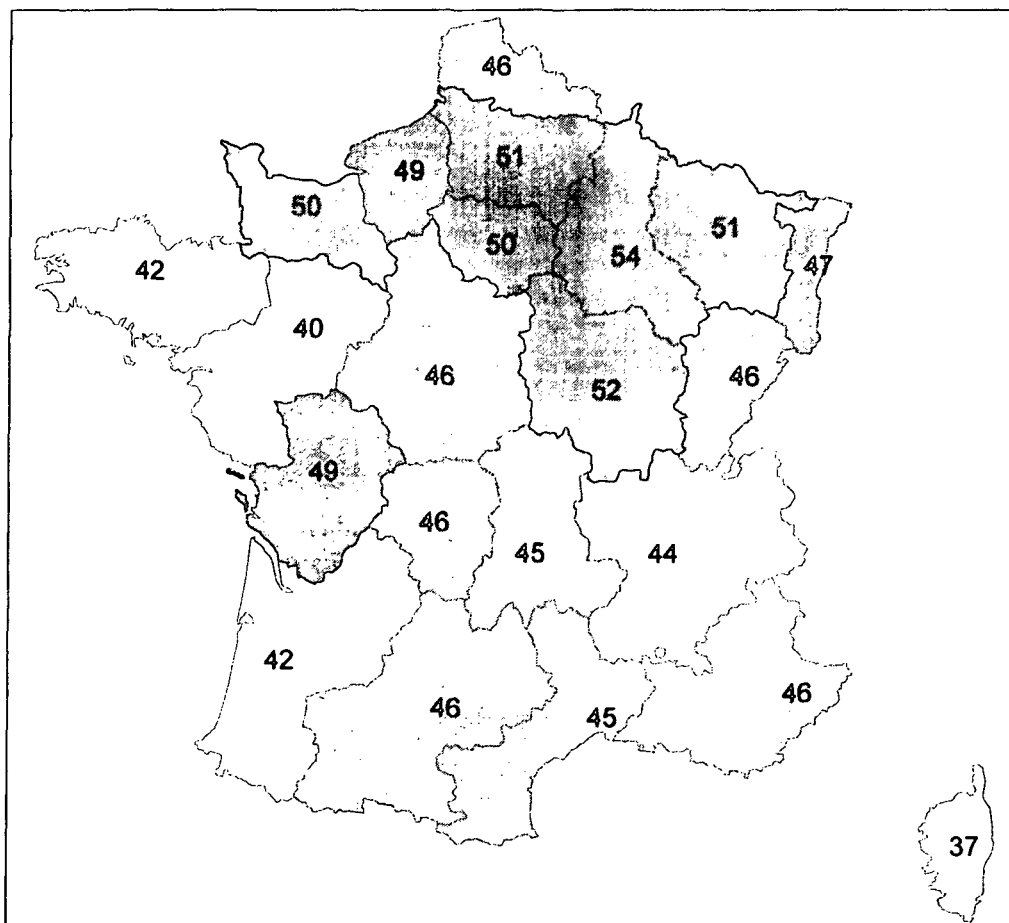


### Bon comportement régional d'ensemble et effet tempête visible surtout sur le nord est de la France

Les régions du Sud-Ouest sont celles qui ont connu les plus fortes progressions en termes de chiffre d'affaires réalisé sur chantiers en 2000. Ainsi, les régions Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et Aquitaine ont progressé respectivement de 21,9 %, de 20,1 % et de 20,1 %, du fait d'une forte hausse de la commande des particuliers. Toutes les régions ont connu la croissance, à l'exception de la Picardie qui a eu une activité éteinte et où la commande des particuliers a même connu un repli en 2000. Le chiffre d'affaires en métropole a progressé de 11,3 %. L'Île-de-France, qui en représente à elle seule près du quart, a connu une croissance de 8,6 %.

En 2000, la part de l'entretien-amélioration dans les travaux de bâtiments a avoisiné ou dépassé les 50 % dans toutes les régions du nord de la France et plus particulièrement dans les zones de passage de la première et de la deuxième tempêtes de fin 1999. La carte ci-dessous met en évidence ce phénomène. De plus, quelle que soit la région, l'entretien-amélioration a davantage concerné le logement que le bâtiment non résidentiel.

### Répartition de l'entretien-amélioration dans les travaux de bâtiments (en %)





## 4 - Tableaux de synthèse

### 4.1 Principales données du secteur et des grands sous-secteurs

Le premier tableau vise à donner une vue globale du secteur en fournissant une série de chiffres clés selon l'activité principale des entreprises (APE).

Les tableaux suivants sont déclinés successivement pour le secteur de la construction et pour chacun des grands sous-secteurs (bâtiment, gros œuvre, second œuvre, travaux publics) :

#### **Quelques données par taille d'entreprise**

- le nombre d'entreprises ;
- le nombre de salariés et la masse salariale ;
- les principales notions de chiffre d'affaires ;
- la valeur ajoutée ;
- les investissements corporels.

#### **Principales entreprises**

La liste des dix premières entreprises classées par ordre décroissant du chiffre d'affaires est également fournie.

## Les entreprises de construction en 2000

*en millions d'euros*

Secteurs*	Nombre d'entreprises	Effectif salarié moyen	Salaires	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires net de sous-traitance	Chiffre d'affaires construction	Valeur ajoutée	Investissements corporels
45.2A	10 672	49 273	958	6 512	4 464	6 459	2 092	116
45.2B	4 634	95 018	2 224	14 906	9 768	14 518	3 597	197
45.2T	950	9 068	192	993	843	953	408	40
45.2V	54 335	170 902	2 837	14 524	12 818	14 355	6 936	434
<b>Total gros oeuvre</b>	<b>70 591</b>	<b>324 261</b>	<b>6 211</b>	<b>36 935</b>	<b>27 893</b>	<b>36 285</b>	<b>13 033</b>	<b>798</b>
45.2J	10 764	36 958	648	3 261	3 104	3 241	1 655	94
45.2K	1 982	13 795	294	1 811	1 562	1 714	657	25
45.2L	6 559	22 532	383	2 158	2 046	2 101	998	74
45.3A	32 502	155 639	3 249	16 088	14 178	15 551	6 754	245
45.3C	1 579	11 896	255	1 128	1 031	1 107	502	20
45.3E	26 259	62 355	1 114	6 055	5 747	5 928	2 789	118
45.3F	12 587	67 558	1 372	7 203	6 234	7 021	2 991	114
45.4A	12 986	30 293	532	2 634	2 391	2 620	1 321	59
45.4C	26 889	72 007	1 251	7 242	6 876	7 117	3 171	216
45.4D	10 397	46 983	947	5 044	4 582	4 885	2 048	94
45.4F	14 974	34 693	688	3 880	3 604	3 821	2 057	60
45.4H	1 224	5 847	122	625	599	610	284	9
45.4J	40 584	103 736	1 862	8 247	7 302	8 192	4 462	181
45.4L	2 099	9 153	200	1 118	941	1 060	472	30
45.4M	4 745	11 808	219	1 152	1 065	1 083	551	38
<b>Total second oeuvre</b>	<b>206 130</b>	<b>685 253</b>	<b>13 136</b>	<b>67 646</b>	<b>61 262</b>	<b>66 051</b>	<b>30 712</b>	<b>1 388</b>
<b>Total bâtiment</b>	<b>276 721</b>	<b>1 009 514</b>	<b>19 347</b>	<b>104 581</b>	<b>89 155</b>	<b>102 336</b>	<b>43 745</b>	<b>2 186</b>
45.1A	9 149	43 713	874	4 975	4 469	4 649	2 078	292
45.1B	1 249	19 801	479	3 018	2 645	2 839	1 004	148
45.1D	249	2 315	73	263	245	258	120	11
45.2C	194	14 487	451	2 422	1 928	2 258	699	46
45.2D	30	1 240	37	263	220	209	67	33
45.2E	734	31 102	698	3 642	3 152	3 573	1 345	119
45.2F	621	25 918	574	2 837	2 441	2 817	1 105	76
45.2N	42	4 248	111	502	442	500	211	13
45.2P	1 487	64 661	1 487	9 672	8 558	9 103	2 551	273
45.2R	210	2 850	112	393	350	329	121	14
45.2U	1 416	11 246	288	1 471	1 292	1 356	549	39
45.3H	1 022	5 511	127	721	653	704	270	9
45.5Z	415	4 578	105	574	509	549	252	51
<b>Total travaux publics</b>	<b>16 818</b>	<b>231 670</b>	<b>5 416</b>	<b>30 753</b>	<b>26 904</b>	<b>29 144</b>	<b>10 372</b>	<b>1 201</b>
<b>Total construction</b>	<b>293 539</b>	<b>1 241 184</b>	<b>24 763</b>	<b>135 334</b>	<b>116 059</b>	<b>131 480</b>	<b>54 117</b>	<b>3 387</b>

\* Se reporter au tableau 1 sur les nomenclatures pour les intitulés des codes NAF

**Principales données du secteur par taille d'entreprise et par sous-secteur  
en 2000**

**Construction**

*en millions d'euros*

	Nombre d'entreprises	Effectif salarié moyen	Salaires	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires net de sous-traitance	Chiffres d'affaire construction	Valeur ajoutée	Investissements corporels
0 à 5 salariés	245 777	313 290	5 064	32 888	31 052	32 319	16 236	1 055
6 à 9 salariés	23 078	162 744	2 941	13 657	12 121	13 309	6 224	380
10 à 19 salariés	15 287	198 590	3 839	18 398	16 239	18 081	8 168	378
20 à 49 salariés	7 203	217 571	4 416	22 529	19 092	21 959	8 611	528
<b>Total moins de 50</b>	<b>291 345</b>	<b>892 195</b>	<b>16 260</b>	<b>87 472</b>	<b>78 504</b>	<b>85 668</b>	<b>39 239</b>	<b>2 341</b>
50 à 99 salariés	1 339	88 983	1 915	10 613	8 690	10 358	3 596	225
100 à 199 salariés	524	71 219	1 602	9 066	7 259	8 763	2 959	167
200 et plus	331	188 787	4 986	28 183	21 606	26 691	8 323	555
<b>Total 50 et plus</b>	<b>2 194</b>	<b>348 989</b>	<b>8 503</b>	<b>47 862</b>	<b>37 555</b>	<b>45 812</b>	<b>14 878</b>	<b>947</b>
<b>Total</b>	<b>293 539</b>	<b>1 241 184</b>	<b>24 763</b>	<b>135 334</b>	<b>78 504</b>	<b>131 480</b>	<b>54 117</b>	<b>3 288</b>

**Principales entreprises de la construction en 2000**

(classement par chiffre d'affaires décroissant)

SIREN	Activité principale de l'entreprise *	Raison sociale	Effectif salarié moyen	Région du siège
303875983	45.3A	SPIE-TRINDEL	8 923	Ile-de-France
407986074	45.2B	BOUYGUES BATIMENT	2 863	Ile-de-France
399022177	45.2B	GTM CONSTRUCTION	2 993	Ile-de-France
562077503	45.2E	SADE CGTH	3 596	Ile-de-France
945752137	45.3A	CLEMESSY SA	3 412	Alsace
419390521	45.3A	ALSTOM ENTREPRISE PARIS	2 571	Ile-de-France
380178590	45.2F	SPIE ENERTRANS	693	Ile-de-France
552108797	45.3A	GTMH	260	Ile-de-France
300939113	45.2B	SOC INDUSTRIELLE CONSTRUCTIONS RAPIDES	858	Ile-de-France
680500881	45.2B	QUILLE	1 304	Haute-Normandie

\* Se reporter au tableau 1 sur les nomenclatures pour les intitulés des codes NAF.

**Principales données du secteur par taille d'entreprise et par sous-secteur  
en 2000**

**Bâtiment**

*en millions d'euros*

	Nombre d'entreprises	Effectif salarié moyen	Salaires	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires net de sous-traitance	Chiffres d'affaire construction	Valeur ajoutée	Investissements corporels
0 à 5 salariés	234 252	298 937	4 801	30 808	29 118	30 299	15 297	908
6 à 9 salariés	21 314	149 433	2 673	12 282	10 893	12 038	5 619	284
10 à 19 salariés	14 019	180 756	3 471	16 481	14 532	16 209	7 384	304
20 à 49 salariés	5 723	170 301	3 434	17 119	14 351	16 776	6 546	329
<b>Total moins de 50</b>	<b>275 308</b>	<b>799 427</b>	<b>14 379</b>	<b>76 690</b>	<b>68 894</b>	<b>75 322</b>	<b>34 846</b>	<b>1 825</b>
50 à 99 salariés	923	61 070	1 294	7 099	5 584	6 969	2 408	106
100 à 199 salariés	321	43 434	958	5 428	4 146	5 261	1 746	69
200 et plus	169	105 583	2 716	15 364	10 531	14 784	4 745	164
<b>Total 50 et plus</b>	<b>1 413</b>	<b>210 087</b>	<b>4 968</b>	<b>27 891</b>	<b>20 261</b>	<b>27 014</b>	<b>8 899</b>	<b>339</b>
<b>Total</b>	<b>276 721</b>	<b>1 009 514</b>	<b>19 347</b>	<b>104 581</b>	<b>89 155</b>	<b>102 336</b>	<b>43 745</b>	<b>2 164</b>

**Principales entreprises du bâtiment en 2000**

(classement par chiffre d'affaires décroissant)

SIREN	Activité principale de l'entreprise *	Raison sociale	Effectif salarié moyen	Région du siège
303875983	45.3A	SPIE-TRINDEL	8 923	Ile-de-France
407986074	45.2B	BOUYGUES BATIMENT	2 863	Ile-de-France
399022177	45.2B	GTM CONSTRUCTION	2 993	Ile-de-France
945752137	45.3A	CLEMESSY SA	3 412	Alsace
419390521	45.3A	ALSTOM ENTREPRISE PARIS	2 571	Ile-de-France
552108797	45.3A	GTMH	260	Ile-de-France
300939113	45.2B	SOC INDUSTRIELLE CONSTRUCTIONS RAPIDES	858	Ile-de-France
680500881	45.2B	QUILLE	1 304	Haute-Normandie
056800659	45.3A	SNEF	2 720	Provence-Alpes-Côte-d'Azur
682040837	45.2K	SMAC-ACIEROID	1 781	Ile-de-France

\* Se reporter au tableau 1 sur les nomenclatures pour les intitulés des codes NAF.

**Principales données du secteur par taille d'entreprise et par sous-secteur  
en 2000  
Gros oeuvre**

*en millions d'euros*

	Nombre d'entreprises	Effectif salarié moyen	Salaires	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires net de sous-traitance	Chiffres d'affaire construction	Valeur ajoutée	Investissements corporels
0 à 5 salariés	57 110	91 830	1 448	8 677	7 720	8 568	3 788	247
6 à 9 salariés	6 512	44 765	779	4 092	3 255	3 977	1 667	112
10 à 19 salariés	4 602	60 082	1 099	5 567	4 508	5 503	2 233	122
20 à 49 salariés	1 813	55 134	1 083	6 066	4 666	5 972	2 178	161
<b>Total moins de 50</b>	<b>70 037</b>	<b>251 811</b>	<b>4 409</b>	<b>24 402</b>	<b>20 149</b>	<b>24 020</b>	<b>9 866</b>	<b>642</b>
50 à 99 salariés	366	24 371	515	3 221	2 272	3 180	957	56
100 à 199 salariés	129	17 901	403	2 669	1 812	2 619	734	35
200 et plus	59	30 178	884	6 643	3 660	6 466	1 476	65
<b>Total 50 et plus</b>	<b>554</b>	<b>72 450</b>	<b>1 802</b>	<b>12 533</b>	<b>7 744</b>	<b>12 265</b>	<b>3 167</b>	<b>156</b>
<b>Total</b>	<b>70 591</b>	<b>251 811</b>	<b>4 409</b>	<b>24 402</b>	<b>20 149</b>	<b>24 020</b>	<b>9 866</b>	<b>642</b>

**Principales entreprises de gros oeuvre en 2000**

(classement par chiffre d'affaires décroissant)

SIREN	Activité principale de l'entreprise *	Raison sociale	Effectif salarié moyen	Libellé de région
407986074	45.2B	BOUYGUES BATIMENT	2 863	Ile-de-France
399022177	45.2B	GTM CONSTRUCTION	2 993	Ile-de-France
300939113	45.2B	SOC INDUSTRIELLE CONSTRUCTIONS RAPIDES	858	Ile-de-France
680500881	45.2B	QUILLE	1 304	Haute-Normandie
745420653	45.2B	ENTREPRISE GENERALE LEON GROSSE	1 297	Rhône-Alpes
310505748	45.2B	DV CONSTRUCTION	591	Aquitaine
780109856	45.2B	ENTREPRISE THOURAUD	1 042	Provence-Alpes-Côte-d'Azur
925520108	45.2B	SA A.M.BREZILLON	798	Picardie
758801906	45.2B	PERTUY	826	Lorraine
731620316	45.2B	GFC CONSTRUCTION	644	Rhône-Alpes

\* Se reporter au tableau 1 sur les nomenclatures pour les intitulés des codes NAF.

**Principales données du secteur par taille d'entreprise et par sous-secteur  
en 2000  
Second oeuvre**

*en millions d'euros*

	Nombre d'entreprises	Effectif salarié moyen	Salaires	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires net de sous-traitance	Chiffres d'affaire construction	Valeur ajoutée	Investissements corporels
0 à 5 salariés	177 142	207 107	3 353	22 131	21 398	21 731	11 509	661
6 à 9 salariés	14 802	104 668	1 894	8 190	7 638	8 061	3 952	172
10 à 19 salariés	9 417	120 674	2 372	10 914	10 024	10 706	5 151	182
20 à 49 salariés	3 910	115 167	2 351	11 053	9 685	10 804	4 368	169
<b>Total moins de 50</b>	<b>205 271</b>	<b>547 616</b>	<b>9 970</b>	<b>52 288</b>	<b>48 745</b>	<b>51 302</b>	<b>24 980</b>	<b>1 184</b>
50 à 99 salariés	557	36 699	779	3 878	3 312	3 789	1 451	55
100 à 199 salariés	192	25 533	555	2 759	2 334	2 642	1 012	37
200 et plus	110	75 405	1 832	8 721	6 871	8 318	3 269	112
<b>Total 50 et plus</b>	<b>859</b>	<b>137 637</b>	<b>3 166</b>	<b>15 358</b>	<b>12 517</b>	<b>14 749</b>	<b>5 732</b>	<b>204</b>
<b>Total</b>	<b>206 130</b>	<b>547 616</b>	<b>9 970</b>	<b>52 288</b>	<b>48 745</b>	<b>51 302</b>	<b>24 980</b>	<b>1 184</b>

**Principales entreprises de second oeuvre en 2000**  
(classement par chiffre d'affaires décroissant)

SIREN	Activité principale de l'entreprise *	Raison sociale	Effectif salarié moyen	Libellé de région
303875983	45.3A	SPIE-TRINDEL	8 923	Ile-de-France
945752137	45.3A	CLEMESSY SA	3 412	Alsace
419390521	45.3A	ALSTOM ENTREPRISE PARIS	2 571	Ile-de-France
552108797	45.3A	GTMH	260	Ile-de-France
056800659	45.3A	SNEF	2 720	Provence-Alpes-Côte-d'Azur
682040837	45.2K	SMAC-ACIEROID	1 781	Ile-de-France
421302712	45.3F	COFATHEC SERVICES	2 098	Rhône-Alpes
558500187	45.2K	SOPREMA SA A CONSEIL DE SURV ET DIRECT	1 292	Alsace
854800745	45.3F	AXIMA	2 013	Pays de la Loire
419394366	45.3A	CEGELEC LYON	2 050	Rhône-Alpes

\* Se reporter au tableau 1 sur les nomenclatures pour les intitulés des codes NAF.



**Principales données du secteur par taille d'entreprise et par sous-secteur  
en 2000**

**Travaux publics**

*en millions d'euros*

	Nombre d'entreprises	Effectif salarié moyen	Salaires	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires net de sous-traitance	Chiffres d'affaire construction	Valeur ajoutée	Investissements corporels
0 à 5 salariés	11 525	14 353	263	2 080	1 934	2 020	939	147
6 à 9 salariés	1 764	13 311	268	1 375	1 228	1 271	605	96
10 à 19 salariés	1 268	17 834	368	1 917	1 707	1 872	784	74
20 à 49 salariés	1 480	47 270	982	5 410	4 741	5 183	2 065	201
<b>Total moins de 50</b>	<b>16 037</b>	<b>92 768</b>	<b>1 881</b>	<b>10 782</b>	<b>9 610</b>	<b>10 346</b>	<b>4 393</b>	<b>518</b>
50 à 99 salariés	416	27 913	621	3 514	3 106	3 389	1 188	124
100 à 199 salariés	203	27 785	644	3 638	3 113	3 502	1 213	105
200 et plus	162	83 204	2 270	12 819	11 075	11 907	3 578	454
<b>Total 50 et plus</b>	<b>781</b>	<b>138 902</b>	<b>3 535</b>	<b>19 971</b>	<b>17 294</b>	<b>18 798</b>	<b>5 979</b>	<b>683</b>
<b>Total</b>	<b>16 818</b>	<b>92 768</b>	<b>1 881</b>	<b>10 782</b>	<b>9 610</b>	<b>10 346</b>	<b>4 393</b>	<b>518</b>

**Principales entreprises de travaux publics en 2000**

(classement par chiffre d'affaires décroissant)

SIREN	Activité principale de l'entreprise *	Raison sociale	Effectif salarié moyen	Libellé de région
562077503	45.2E	SADE CGTH	3 596	Ile-de-France
380178590	45.2F	SPIE ENERTRANS	693	Ile-de-France
896820065	45.1B	BEC FRERES SA	1 201	Languedoc-Roussillon
552003295	45.2C	ENTREPOSE	2 445	Ile-de-France
712030154	45.2U	SOLETANCHE BACHY FRANCE	1 253	Ile-de-France
456201912	45.2C	CHANTIERS MODERNES	709	Aquitaine
399001528	45.2P	ROUTIERE MORIN	1 316	Picardie
542011275	45.1B	ENTREPRISE DESCHIRON	340	Ile-de-France
399227552	45.2C	SPIE BATIGNOLLES T.P	201	Ile-de-France
348155276	45.2P	ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE SUD EST	1 245	Rhône-Alpes

\* Se reporter au tableau 1 sur les nomenclatures pour les intitulés des codes NAF.



## 4.2 Les comptes des entreprises de 20 salariés et plus

Les résultats comptables des entreprises sont édités pour les entreprises de 20 salariés et plus, sur les deux dernières années.

Pour l'ensemble du secteur de la construction, ces éléments sont édités séparément pour les entreprises de 20 à 199 salariés et pour celles de 200 salariés et plus.

Pour le secteur de la construction et pour chacun des grands sous-secteurs (bâtiment, gros œuvre, second œuvre, travaux publics) les principaux montants des postes du compte de résultat ainsi que des ratios de gestion ou des informations relatives aux facteurs de production mobilisés par les entreprises, sont établis sur une double page.

**Comptes des entreprises de 20 salariés et plus  
Ensemble du secteur de la construction**

**Principaux soldes comptables**

	<i>en millions d'euros</i>	
	<b>1999</b>	<b>2000</b>
<b>Chiffres d'affaires</b>	63 444	70 391
+ Production stockée	-492	-18
+ Production immobilisée	49	49
<b>= Production de l'exercice</b>	<b>63 001</b>	<b>70 422</b>
<i>dont production nette de sous-traitance de construction</i>	<i>51 265</i>	<i>56 810</i>
<b>- Consommation de l'exercice</b>	<b>41 637</b>	<b>47 029</b>
<i>Achats de marchandises</i>	<i>609</i>	<i>659</i>
+ Variations de stock de marchandises	0	-1
+ Achats de matières premières	14 548	16 150
+ Variations de stock de matières premières	-2	29
+ Autres achats et charges externes	26 482	30 192
dont sous-traitance de construction	11 582	13 615
dont personnel extérieur	2 913	3 367
dont redevance de crédit-bail	246	276
dont autres charges externes	10 498	11 929
<b>= Valeur ajoutée</b>	<b>21 364</b>	<b>23 393</b>
+ Subventions d'exploitation	46	36
- Salaires et traitement	12 107	12 919
- Charges sociales	6 549	6 847
- Impôts et taxes (hors IS)	1 159	1 176
<b>= Excédent brut d'exploitation</b>	<b>1 595</b>	<b>2 487</b>
- Dotation aux amortissements	1 150	1 315
- Dotations aux provisions	1 470	1 707
+ Reprises sur amortissements et provisions	2 158	2 276
+ Autres produits	414	527
- Autres charges	363	437
<b>= Résultat d'exploitation</b>	<b>1 184</b>	<b>1 831</b>
+ Produits financiers	898	1 304
- Charges financières	668	959
+ Quotes-parts de résultat	238	219
<b>= Résultat courant avant impôt</b>	<b>1 652</b>	<b>2 395</b>
+ Produits exceptionnels	1 123	1 565
- Charges exceptionnelles	1 186	1 593
- Participation des salariés aux résultats	85	128
- Impôts sur les bénéfices	491	617
<b>= Résultat net</b>	<b>1 013</b>	<b>1 622</b>
dont bénéfices	1 439	2 080
dont pertes	426	458

**Comptes des entreprises de 20 salariés et plus  
Ensemble du secteur de la construction**

**Caractéristiques et ratios**

	1999	2000
<b>Caractéristiques</b>		
Nombre d'entreprises	9 101	9 397
Effectif salarié moyen*	543 288	566 560
<i>en millions d'euros</i>		
Chiffre d'affaires (CA)	63 444	70 391
Production nette de sous-traitance de construction	51 620	56 647
Valeur ajoutée (VA)	21 364	23 393
Excédent brut d'exploitation (EBE)	1 595	2 487
Capacité d'autofinancement (CAF)	2 043	3 046
Résultat net	1 013	1 622
Valeur brute des immobilisations corporelles	9 610	10 093
Investissements corporels nets des cessions	1 341	1 385
<b>Ratios de gestion</b>		
<i>en %</i>		
VA / CA	33,67	33,23
VA / Production nette de sous-traitance	41,39	41,30
EBE / Production nette de sous-traitance de construction	3,09	4,39
VA / valeur brute des immobilisations corporelles	222,31	231,77
(Salaires + charges sociales) / VA	87,32	84,50
Impôts et taxes / VA	5,43	5,03
EBE / VA	7,47	10,63
Frais financiers / VA	3,13	4,10
CAF / VA	9,56	13,02
Amortissements / VA	5,38	5,62
Résultat courant avant impôt / (CA + subventions d'exploitation)	2,60	3,40
Résultat net / (CA + subventions d'exploitation)	1,60	2,30
<i>en K€ par salarié</i>		
VA / effectif salarié moyen	39	41
Valeur brute des immobilisations corporelles / effectif salarié moyen	18	18
Investissements corporels nets des cessions / effectif salarié moyen	2	2

**Comptes des entreprises de 20 à 199 salariés et plus  
Ensemble du secteur de la construction**

**Principaux soldes comptables**

*en millions d'euros*

	<b>1999</b>	<b>2000</b>
<i>Chiffres d'affaires</i>	38 216	42 208
+ Production stockée	171	351
+ Production immobilisée	23	23
= Production de l'exercice	<b>38 410</b>	<b>42 582</b>
<i>dont production nette de sous-traitance de construction</i>	<b>32 166</b>	<b>35 470</b>
- Consommation de l'exercice	<b>24 748</b>	<b>27 502</b>
<i>Achats de marchandises</i>	440	500
+ Variations de stock de marchandises	0	4
+ Achats de matières premières	9 850	10 747
+ Variations de stock de matières premières	-1	36
+ Autres achats et charges externes	14 459	16 215
dont sous-traitance de construction	6 160	7 107
dont personnel extérieur	1 657	1 869
dont redevance de crédit-bail	186	218
dont autres charges externes	5 855	6 453
= Valeur ajoutée	<b>13 662</b>	<b>15 080</b>
+ Subventions d'exploitation	35	30
- Salaires et traitement	7 418	7 933
- Charges sociales	4 057	4 262
- Impôts et taxes (hors IS)	721	719
= Excédent brut d'exploitation	<b>1 501</b>	<b>2 196</b>
- Dotation aux amortissements	740	871
- Dotations aux provisions	506	605
+ Reprises sur amortissements et provisions	788	749
+ Autres produits	134	152
- Autres charges	190	211
= Résultat d'exploitation	<b>987</b>	<b>1 410</b>
+ Produits financiers	362	497
- Charges financières	334	419
+ Quotes-parts de résultat	52	46
= Résultat courant avant impôt	<b>1 067</b>	<b>1 534</b>
+ Produits exceptionnels	597	638
- Charges exceptionnelles	564	621
- Participation des salariés aux résultats	46	63
- Impôts sur les bénéfices	359	446
= Résultat net	<b>695</b>	<b>1 042</b>
dont bénéfices	944	1 296
dont pertes	249	254

**Compte des entreprises de 20 à 199 salariés et plus  
Ensemble du secteur de la construction**

**Caractéristiques et ratios**

	1999	2000
<b>Caractéristiques</b>		
Nombre d'entreprises	8 778	9 066
Effectif salarié moyen*	361 939	377 773
<i>en millions d'euros</i>		
Chiffre d'affaires (CA)	38 216	42 208
Production nette de sous-traitance de construction	31 936	35 041
Valeur ajoutée (VA)	13 662	15 080
Excédent brut d'exploitation (EBE)	1 501	2 196
Capacité d'autofinancement (CAF)	1 340	1 990
Résultat net	695	1 042
Valeur brute des immobilisations corporelles	6 057	6 281
Investissements corporels nets des cessions	744	878
<b>Ratios de gestion</b>		
<i>en %</i>		
VA / CA	35,75	35,73
VA / Production nette de sous-traitance	42,78	43,04
EBE / Production nette de sous-traitance de construction	4,70	6,27
VA / valeur brute des immobilisations corporelles	225,56	240,09
(Salaires + charges sociales) / VA	83,99	80,87
Impôts et taxes / VA	5,28	4,77
EBE / VA	10,99	14,56
Frais financiers / VA	2,44	2,78
CAF / VA	9,81	13,20
Amortissements / VA	5,42	5,78
Résultat courant avant impôt / (CA + subventions d'exploitation)	2,79	3,63
Résultat net / (CA + subventions d'exploitation)	1,82	2,47
<i>en K€ par salarié</i>		
VA / effectif salarié moyen	38	40
Valeur brute des immobilisations corporelles / effectif salarié moyen	17	17
Investissements corporels nets des cessions / effectif salarié moyen	2	2

**Comptes des entreprises de 200 salariés et plus**  
**Ensemble du secteur de la construction**

**Principaux soldes comptables**

	<i>en millions d'euros</i>	
	1999	2000
<b>Chiffres d'affaires</b>	25 228	28 183
+ Production stockée	-663	-369
+ Production immobilisée	26	26
<b>= Production de l'exercice</b>	<b>24 591</b>	<b>27 840</b>
<i>dont production nette de sous-traitance de construction</i>	<i>19 099</i>	<i>21 340</i>
<b>- Consommations de l'exercice</b>	<b>16 889</b>	<b>19 527</b>
<i>Achats de marchandises</i>	<i>169</i>	<i>159</i>
+ Variations de stock de marchandises	0	-5
+ Achats de matières premières	4 698	5 403
+ Variations de stock de matières premières	-1	-7
+ Autres achats et charges externes	12 023	13 977
dont sous-traitance de construction	5 422	6 508
dont personnel extérieur	1 256	1 498
dont redevance de crédit-bail	60	58
dont autres charges externes	4 643	5 476
<b>= Valeur ajoutée</b>	<b>7 702</b>	<b>8 313</b>
+ Subventions d'exploitation	11	6
- Salaires et traitement	4 689	4 986
- Charges sociales	2 492	2 585
- Impôts et taxes (hors IS)	438	457
<b>= Excédent brut d'exploitation</b>	<b>94</b>	<b>291</b>
- Dotation aux amortissements	410	444
- Dotations aux provisions	964	1 102
+ Reprises sur amortissements et provisions	1 370	1 527
+ Autres produits	280	375
- Autres charges	173	226
<b>= Résultat d'exploitation</b>	<b>197</b>	<b>421</b>
+ Produits financiers	536	807
- Charges financières	334	540
+ Quotes-parts de résultat	186	173
<b>= Résultat courant avant impôt</b>	<b>585</b>	<b>861</b>
+ Produits exceptionnels	526	927
- Charges exceptionnelles	622	972
- Participation des salariés aux résultats	39	65
- Impôts sur les bénéfices	132	171
<b>= Résultat net</b>	<b>318</b>	<b>580</b>
dont bénéfices	495	784
dont pertes	177	204



**Comptes des entreprises de 200 salariés et plus  
Ensemble du secteur de la construction**

**Caractéristiques et ratios**

	<b>1999</b>	<b>2000</b>
<b>Caractéristiques</b>		
Nombre d'entreprises	323	331
Effectif salarié moyen*	181 349	188 787
<i>en millions d'euros</i>		
Chiffre d'affaires (CA)	25 228	28 183
Production nette de sous-traitance de construction	19 684	21 606
Valeur ajoutée (VA)	7 702	8 313
Excédent brut d'exploitation (EBE)	94	291
Capacité d'autofinancement (CAF)	703	1 056
Résultat net	318	580
Valeur brute des immobilisations corporelles	3 553	3 812
Investissements corporels nets des cessions	597	507
<b>Ratios de gestion</b>		
<i>en %</i>		
VA / CA	30,53	29,50
VA / Production nette de sous-traitance	39,13	38,48
EBE / Production nette de sous-traitance de construction	0,48	1,35
VA / valeur brute des immobilisations corporelles	216,77	218,07
(Salaires + charges sociales) / VA	93,24	91,07
Impôts et taxes / VA	5,69	5,50
EBE / VA	1,22	3,50
Frais financiers / VA	4,34	6,50
CAF / VA	9,13	12,70
Amortissements / VA	5,32	5,34
Résultat courant avant impôt / (CA + subventions d'exploitation)	2,32	3,05
Résultat net / (CA + subventions d'exploitation)	1,26	2,06
<i>en K€ par salarié</i>		
VA / effectif salarié moyen	42	44
Valeur brute des immobilisations corporelles / effectif salarié moyen	20	20
Investissements corporels nets des cessions / effectif salarié moyen	3	3

**Comptes des entreprises de 20 salariés et plus**  
**Bâtiment**

**Principaux soldes comptables**

	<i>en millions d'euros</i>	
	1999	2000
<b>Chiffres d'affaires</b>	41 471	45 010
+ Production stockée	-298	425
+ Production immobilisée	23	20
<b>= Production de l'exercice</b>	<b>41 196</b>	<b>45 455</b>
<i>dont production nette de sous-traitance de construction</i>	<i>32 310</i>	<i>35 138</i>
<b>- Consommation de l'exercice</b>	<b>27 053</b>	<b>30 071</b>
<i>Achats de marchandises</i>	<i>522</i>	<i>565</i>
+ Variations de stock de marchandises	0	-1
+ Achats de matières premières	9 390	10 130
+ Variations de stock de matières premières	-1	33
+ Autres achats et charges externes	17 142	19 344
dont sous-traitance de construction	8 823	10 304
dont personnel extérieur	1 887	2 188
dont redevance de crédit-bail	110	131
dont autres charges externes	5 718	6 118
<b>= Valeur ajoutée</b>	<b>14 143</b>	<b>15 384</b>
+ Subventions d'exploitation	38	29
- Salaires et traitement	7 958	8 402
- Charges sociales	4 303	4 459
- Impôts et taxes (hors IS)	723	705
<b>= Excédent brut d'exploitation</b>	<b>1 197</b>	<b>1 847</b>
- Dotation aux amortissements	568	649
- Dotations aux provisions	842	920
+ Reprises sur amortissements et provisions	1 128	1 083
+ Autres produits	170	202
- Autres charges	216	249
<b>= Résultat d'exploitation</b>	<b>869</b>	<b>1 314</b>
+ Produits financiers	469	649
- Charges financières	360	488
+ Quotes-parts de résultat	61	-1
<b>= Résultat courant avant impôt</b>	<b>1 039</b>	<b>1 474</b>
+ Produits exceptionnels	632	816
- Charges exceptionnelles	735	896
- Participation des salariés aux résultats	55	79
- Impôts sur les bénéfices	327	409
<b>= Résultat net</b>	<b>554</b>	<b>906</b>
dont bénéfices	825	1 175
dont pertes	271	269

**Comptes des entreprises de 20 salariés et plus  
Bâtiment**

**Caractéristiques et ratios**

	1999	2000
<b>Caractéristiques</b>		
Nombre d'entreprises	6 980	7 136
Effectif salarié moyen*	368 631	380 388
<i>en millions d'euros</i>		
Chiffre d'affaires (CA)	41 471	45 010
Production nette de sous-traitance de construction	32 533	34 612
Valeur ajoutée (VA)	14 143	15 384
Excédent brut d'exploitation (EBE)	1 197	1 847
Capacité d'autofinancement (CAF)	1 079	1 652
Résultat net	554	906
Valeur brute des immobilisations corporelles	4 357	4 555
Investissements corporels nets des cessions	624	622
<b>Ratios de gestion</b>		
<i>en %</i>		
VA / CA	34,10	34,18
VA / Production nette de sous-traitance	43,47	44,45
EBE / Production nette de sous-traitance de construction	3,68	5,34
VA / valeur brute des immobilisations corporelles	324,60	337,74
(Salaires + charges sociales) / VA	86,69	83,60
Impôts et taxes / VA	5,11	4,58
EBE / VA	8,46	12,01
Frais financiers / VA	2,55	3,17
CAF / VA	7,63	10,74
Amortissements / VA	4,02	4,22
Résultat courant avant impôt / (CA + subventions d'exploitation)	2,50	3,27
Résultat net / (CA + subventions d'exploitation)	1,33	2,01
<i>en K€ par salarié</i>		
VA / effectif salarié moyen	38	40
Valeur brute des immobilisations corporelles / effectif salarié moyen	12	12
Investissements corporels nets des cessions / effectif salarié moyen	2	2

**Comptes des entreprises de 20 salariés et plus  
Gros oeuvre**

**Principaux soldes comptables**

	<i>en millions d'euros</i>	
	1999	2000
<b>Chiffres d'affaires</b>	17 473	18 599
+ Production stockée	-517	168
+ Production immobilisée	8	8
<b>= Production de l'exercice</b>	<b>16 964</b>	<b>18 775</b>
<i>dont production nette de sous-traitance de construction</i>	<i>11 673</i>	<i>12 601</i>
<b>- Consommation de l'exercice</b>	<b>12 203</b>	<b>13 450</b>
<i>Achats de marchandises</i>	<i>82</i>	<i>72</i>
+ <i>Variations de stock de marchandises</i>	<i>2</i>	<i>0</i>
+ <i>Achats de matières premières</i>	<i>2 891</i>	<i>3 006</i>
+ <i>Variations de stock de matières premières</i>	<i>1</i>	<i>37</i>
+ <i>Autres achats et charges externes</i>	<i>9 227</i>	<i>10 335</i>
<i>dont sous-traitance de construction</i>	<i>5 259</i>	<i>6 117</i>
<i>dont personnel extérieur</i>	<i>864</i>	<i>994</i>
<i>dont redevance de crédit-bail</i>	<i>40</i>	<i>54</i>
<i>dont autres charges externes</i>	<i>2 759</i>	<i>2 791</i>
<b>= Valeur ajoutée</b>	<b>4 761</b>	<b>5 325</b>
+ Subventions d'exploitation	12	8
- Salaires et traitement	2 737	2 885
- Charges sociales	1 536	1 574
- Impôts et taxes (hors IS)	264	259
<b>= Excédent brut d'exploitation</b>	<b>236</b>	<b>615</b>
- Dotation aux amortissements	248	296
- Dotations aux provisions	390	423
+ Reprises sur amortissements et provisions	601	529
+ Autres produits	90	87
- Autres charges	108	143
<b>= Résultat d'exploitation</b>	<b>181</b>	<b>369</b>
+ Produits financiers	274	352
- Charges financières	195	259
+ Quotes-parts de résultat	46	9
<b>= Résultat courant avant impôt</b>	<b>306</b>	<b>471</b>
+ Produits exceptionnels	318	478
- Charges exceptionnelles	357	530
- Participation des salariés aux résultats	13	25
- Impôts sur les bénéfices	88	118
<b>= Résultat net</b>	<b>166</b>	<b>276</b>
dont bénéfices	299	420
dont pertes	133	144

**Comptes des entreprises de 20 salariés et plus  
Gros oeuvre**

**Caractéristiques et ratios**

	1999	2000
<b>Caractéristiques</b>		
Nombre d'entreprises	2 367	2 367
Effectif salarié moyen*	124 436	127 584
<i>en millions d'euros</i>		
Chiffre d'affaires (CA)	17 473	18 599
Production nette de sous-traitance de construction	12 168	12 410
Valeur ajoutée (VA)	4 761	5 325
Excédent brut d'exploitation (EBE)	236	615
Capacité d'autofinancement (CAF)	337	609
Résultat net	166	276
Valeur brute des immobilisations corporelles	1 756	1 831
Investissements corporels nets des cessions	267	286
<b>Ratios de gestion</b>		
<i>en %</i>		
VA / CA	27,25	28,63
VA / Production nette de sous-traitance	39,13	42,91
EBE / Production nette de sous-traitance de construction	1,94	4,96
VA / valeur brute des immobilisations corporelles	271,13	290,82
(Salaires + charges sociales) / VA	89,75	83,74
Impôts et taxes / VA	5,55	4,86
EBE / VA	4,96	11,55
Frais financiers / VA	4,10	4,86
CAF / VA	7,08	11,44
Amortissements / VA	5,21	5,56
Résultat courant avant impôt / (CA + subventions d'exploitation)	1,75	2,53
Résultat net / (CA + subventions d'exploitation)	0,95	1,48
<i>en K€ par salarié</i>		
VA / effectif salarié moyen	38	42
Valeur brute des immobilisations corporelles / effectif salarié moyen	14	14
Investissements corporels nets des cessions / effectif salarié moyen	2	2

**Comptes des entreprises de 20 salariés et plus  
Second oeuvre**

**Principaux soldes comptables**

	<i>en millions d'euros</i>	
	<b>1999</b>	<b>2000</b>
<b>Chiffres d'affaires</b>	23 998	26 411
+ Production stockée	219	257
+ Production immobilisée	15	12
<b>= Production de l'exercice</b>	<b>24 232</b>	<b>26 680</b>
<i>dont production nette de sous-traitance de construction</i>	<i>20 637</i>	<i>22 537</i>
<b>- Consommation de l'exercice</b>	<b>14 850</b>	<b>16 621</b>
<i>Achats de marchandises</i>	<i>440</i>	<i>493</i>
+ Variations de stock de marchandises	-2	-1
+ Achats de matières premières	6 499	7 124
+ Variations de stock de matières premières	-2	-4
+ Autres achats et charges externes	7 915	9 009
dont sous-traitance de construction	3 564	4 187
dont personnel extérieur	1 023	1 194
dont redevance de crédit-bail	70	77
dont autres charges externes	2 959	3 327
<b>= Valeur ajoutée</b>	<b>9 382</b>	<b>10 059</b>
+ Subventions d'exploitation	26	21
- Salaires et traitement	5 221	5 517
- Charges sociales	2 767	2 885
- Impôts et taxes (hors IS)	459	446
<b>= Excédent brut d'exploitation</b>	<b>961</b>	<b>1 232</b>
- Dotation aux amortissements	320	353
- Dotations aux provisions	452	497
+ Reprises sur amortissements et provisions	527	554
+ Autres produits	80	115
- Autres charges	108	106
<b>= Résultat d'exploitation</b>	<b>688</b>	<b>945</b>
+ Produits financiers	195	297
- Charges financières	165	229
+ Quotes-parts de résultat	15	-10
<b>= Résultat courant avant impôt</b>	<b>733</b>	<b>1 003</b>
+ Produits exceptionnels	314	338
- Charges exceptionnelles	378	366
- Participation des salariés aux résultats	42	54
- Impôts sur les bénéfices	239	291
<b>= Résultat net</b>	<b>388</b>	<b>630</b>
dont bénéfices	526	755
dont pertes	138	125

**Comptes des entreprises de 20 salariés et plus  
Second oeuvre**

**Caractéristiques et ratios**

	1999	2000
<b>Caractéristiques</b>		
Nombre d'entreprises	4 613	4 769
Effectif salarié moyen*	244 195	252 804
<i>en millions d'euros</i>		
Chiffre d'affaires (CA)	23 998	26 411
Production nette de sous-traitance de construction	20 365	22 202
Valeur ajoutée (VA)	9 382	10 059
Excédent brut d'exploitation (EBE)	961	1 232
Capacité d'autofinancement (CAF)	742	1 043
Résultat net	388	630
Valeur brute des immobilisations corporelles	2 601	2 724
Investissements corporels nets des cessions	357	336
<b>Ratios de gestion</b>		
<i>en %</i>		
VA / CA	39,09	38,09
VA / Production nette de sous-traitance	46,07	45,31
EBE / Production nette de sous-traitance de construction	4,72	5,55
VA / valeur brute des immobilisations corporelles	360,71	369,27
(Salaires + charges sociales) / VA	85,14	83,53
Impôts et taxes / VA	4,89	4,43
EBE / VA	10,24	12,25
Frais financiers / VA	1,76	2,28
CAF / VA	7,91	10,37
Amortissements / VA	3,41	3,51
Résultat courant avant impôt / (CA + subventions d'exploitation)	3,05	3,79
Résultat net / (CA + subventions d'exploitation)	1,62	2,38
<i>en K€ par salarié</i>		
VA / effectif salarié moyen	38	40
Valeur brute des immobilisations corporelles / effectif salarié moyen	11	11
Investissements corporels nets des cessions / effectif salarié moyen	1	1

**Comptes des entreprises de 20 salariés et plus  
Travaux publics**

**Principaux soldes comptables**

*en millions d'euros*

	1999	2000
<i>Chiffres d'affaires</i>	21 973	25 381
+ Production stockée	-194	-443
+ Production immobilisée	26	29
<b>= Production de l'exercice</b>	<b>21 805</b>	<b>24 967</b>
<i>dont production nette de sous-traitance de construction</i>	<i>18 955</i>	<i>21 672</i>
<b>- Consommation de l'exercice</b>	<b>14 584</b>	<b>16 958</b>
<i>Achats de marchandises</i>	87	94
+ Variations de stock de marchandises	0	0
+ Achats de matières premières	5 158	6 020
+ Variations de stock de matières premières	-1	-4
+ Autres achats et charges externes	9 340	10 848
dont sous-traitance de construction	2 759	3 311
dont personnel extérieur	1 026	1 179
dont redevance de crédit-bail	136	145
dont autres charges externes	4 780	5 811
<b>= Valeur ajoutée</b>	<b>7 221</b>	<b>8 009</b>
+ Subventions d'exploitation	8	7
- Salaires et traitement	4 149	4 517
- Charges sociales	2 246	2 388
- Impôts et taxes (hors IS)	436	471
<b>= Excédent brut d'exploitation</b>	<b>398</b>	<b>640</b>
- Dotation aux amortissements	582	666
- Dotations aux provisions	628	787
+ Reprises sur amortissements et provisions	1 030	1 193
+ Autres produits	244	325
- Autres charges	147	188
<b>= Résultat d'exploitation</b>	<b>315</b>	<b>517</b>
+ Produits financiers	429	655
- Charges financières	308	471
+ Quotes-parts de résultat	177	220
<b>= Résultat courant avant impôt</b>	<b>613</b>	<b>921</b>
+ Produits exceptionnels	491	749
- Charges exceptionnelles	451	697
- Participation des salariés aux résultats	30	49
- Impôts sur les bénéfices	164	208
<b>= Résultat net</b>	<b>459</b>	<b>716</b>
dont bénéfices	614	905
dont pertes	155	189



**Comptes des entreprises de 20 salariés et plus  
Travaux publics**

**Caractéristiques et ratios**

	1999	2000
<b>Caractéristiques</b>		
Nombre d'entreprises	2 121	2 261
Effectif salarié moyen*	174 657	186 172
<i>en millions d'euros</i>		
Chiffre d'affaires (CA)	21 973	25 381
Production nette de sous-traitance de construction	19 087	22 035
Valeur ajoutée (VA)	7 221	8 009
Excédent brut d'exploitation (EBE)	398	640
Capacité d'autofinancement (CAF)	964	1 394
Résultat net	459	716
Valeur brute des immobilisations corporelles	5 253	5 538
Investissements corporels nets des cessions	717	763
<b>Ratios de gestion</b>		
<i>en %</i>		
VA / CA	32,86	31,56
VA / Production nette de sous-traitance	37,83	36,35
EBE / Production nette de sous-traitance de construction	2,09	2,90
VA / valeur brute des immobilisations corporelles	137,46	144,62
(Salaires + charges sociales) / VA	88,56	86,22
Impôts et taxes / VA	6,04	5,88
EBE / VA	5,51	7,99
Frais financiers / VA	4,27	5,88
CAF / VA	13,35	17,41
Amortissements / VA	8,06	8,32
Résultat courant avant impôt / (CA + subventions d'exploitation)	2,79	3,63
Résultat net / (CA + subventions d'exploitation)	2,09	2,82
<i>en K€ par salarié</i>		
VA / effectif salarié moyen	41	43
Valeur brute des immobilisations corporelles / effectif salarié moyen	30	30
Investissements corporels nets des cessions / effectif salarié moyen	4	4



### **4.3 La diversification des activités du secteur de la construction**

1. Répartition du chiffre d'affaires par activité et par sous-secteur

2. Répartition du chiffre d'affaires net de sous-traitance par activité et par sous-secteur

**Diversification des activités du secteur de la construction  
en 2000**

Répartition du chiffre d'affaires par activité et par sous-secteur

en millions d'euros

Nature de travail *	Entreprises de bâtiment	Entreprises de gros oeuvre	Entreprises de second oeuvre	Entreprises de travaux publics	Ensemble des entreprises
45.2A	7 047	6 848	199	26	7 073
45.2B	12 618	12 452	166	399	13 017
45.2T	1 118	894	224	100	1 218
45.2V	11 455	11 193	262	539	11 994
<b>Total gros oeuvre</b>	<b>32 238</b>	<b>31 387</b>	<b>851</b>	<b>1 064</b>	<b>33 302</b>
45.2J	3 722	362	3 360	2	3 724
45.2K	1 959	101	1 858	23	1 982
45.2L	2 095	267	1 828	6	2 101
45.3A	14 584	151	14 433	192	14 776
45.3C	1 325	83	1 242	19	1 344
45.3E	6 148	141	6 007	34	6 182
45.3F	6 509	49	6 460	22	6 531
45.4A	3 314	397	2 917	6	3 320
45.4C	7 129	280	6 849	17	7 146
45.4D	4 934	113	4 821	5	4 939
45.4F	4 848	387	4 461	10	4 858
45.4H	630	12	618	2	632
45.4J	7 133	169	6 964	6	7 139
45.4L	1 171	43	1 128	1	1 172
45.4M	1 172	82	1 090	13	1 185
<b>Total second oeuvre</b>	<b>66 673</b>	<b>2 637</b>	<b>64 036</b>	<b>358</b>	<b>67 031</b>
<b>Total bâtiment</b>	<b>98 911</b>	<b>34 024</b>	<b>64 887</b>	<b>1 422</b>	<b>100 333</b>
45.1A	465	435	30	4 113	4 578
45.1B	294	293	1	2 713	3 007
45.1D	19	19	0	279	298
45.2C	852	845	7	2 002	2 854
45.2D	66	58	8	470	536
45.2E	388	303	85	3 967	4 355
45.2F	457	28	429	2 505	2 962
45.2N	9	6	3	493	502
45.2P	133	79	54	8 261	8 394
45.2R	55	51	4	412	467
45.2U	156	71	85	1 131	1 287
45.3H	494	37	457	782	1 276
45.5Z	37	36	1	594	631
<b>Total travaux publics</b>	<b>3 425</b>	<b>2 261</b>	<b>1 164</b>	<b>27 722</b>	<b>31 147</b>
<b>Total construction</b>	<b>102 336</b>	<b>36 285</b>	<b>66 051</b>	<b>29 144</b>	<b>131 480</b>
<b>Total hors construction</b>	<b>2 245</b>	<b>650</b>	<b>1 595</b>	<b>1 609</b>	<b>3 854</b>
<b>Chiffre d'affaires total</b>	<b>104 581</b>	<b>36 935</b>	<b>67 646</b>	<b>30 753</b>	<b>135 334</b>

\* Se reporter au tableau 1 sur les nomenclatures pour les intitulés des codes NAF

**Diversification des activités du secteur de la construction  
en 2000**

**Répartition du chiffre d'affaires net de sous-traitance par activité et par sous-secteur**

*en millions d'euros*

Nature de travail *	Entreprises de gros oeuvre	Entreprises de second oeuvre	Entreprises du bâtiment	Entreprises de travaux publics	Ensemble des entreprises
45.2A	4 752	188	4 940	25	4 965
45.2B	8 063	130	8 193	290	8 483
45.2T	756	183	939	71	1 010
45.2V	10 022	227	10 249	476	10 725
<b>Total gros oeuvre</b>	<b>23 593</b>	<b>728</b>	<b>24 321</b>	<b>862</b>	<b>25 183</b>
45.2J	319	3 185	3 504	2	3 506
45.2K	76	1 615	1 691	22	1 713
45.2L	209	1 738	1 947	5	1 952
45.3A	64	12 715	12 779	179	12 958
45.3C	62	1 121	1 183	17	1 200
45.3E	80	5 689	5 769	30	5 799
45.3F	23	5 585	5 608	21	5 629
45.4A	285	2 624	2 909	6	2 915
45.4C	205	6 472	6 677	16	6 693
45.4D	65	4 385	4 450	4	4 454
45.4F	295	4 113	4 408	7	4 415
<b>Total second oeuvre</b>	<b>1 885</b>	<b>57 985</b>	<b>59 870</b>	<b>327</b>	<b>60 197</b>
<b>Total bâtiment</b>	<b>25 478</b>	<b>58 713</b>	<b>84 191</b>	<b>1 189</b>	<b>85 380</b>
45.1A	362	29	391	3 673	4 064
45.1B	235	1	236	2 381	2 617
45.1D	17	0	17	256	273
45.2C	637	7	644	1 566	2 210
45.2D	44	7	51	377	428
45.2E	238	83	321	3 490	3 811
45.2F	22	373	395	2 105	2 500
45.2N	5	3	8	438	446
45.2P	63	47	110	7 287	7 397
45.2R	43	4	47	360	407
45.2U	56	77	133	997	1 130
45.3H	33	404	437	710	1 147
45.4H	9	586	595	1	596
45.4J	108	6 204	6 312	4	6 316
45.4L	28	960	988	1	989
45.4M	57	993	1 050	12	1 062
45.5Z	35	1	36	529	565
<b>Total travaux publics</b>	<b>1 790</b>	<b>1 036</b>	<b>2 826</b>	<b>24 169</b>	<b>26 995</b>
<b>Total construction</b>	<b>27 268</b>	<b>59 749</b>	<b>87 017</b>	<b>25 358</b>	<b>112 375</b>
<b>Total hors construction</b>	<b>88 791</b>	<b>56 310</b>	<b>29 042</b>	<b>90 701</b>	<b>3 684</b>
<b>Chiffre d'affaires total</b>	<b>116 059</b>	<b>116 059</b>	<b>116 059</b>	<b>116 059</b>	<b>116 059</b>

\* Se reporter au tableau 1 sur les nomenclatures pour les intitulés des codes NAF



#### 4.4 Les marchés du secteur de la construction

1. Répartition par sous-secteur du chiffre d'affaires construction selon la nature de l'ouvrage et le maître d'ouvrage
2. Répartition par sous-secteur du chiffre d'affaires sur ouvrages de bâtiment selon la nature de l'ouvrage et l'état de l'ouvrage
3. Répartition du chiffre d'affaires construction par région de chantier et maître d'ouvrage
4. Répartition du chiffre d'affaires construction par région de chantier et nature d'ouvrage
5. Répartition du chiffre d'affaires construction par région de chantier et sous-secteur

## Les marchés du secteur de la construction en 2000

### Répartition par sous secteur du chiffre d'affaires construction selon la nature d'ouvrage et le maître d'ouvrage

en millions d'euros

Entreprises de construction	Particuliers	Sociétés privées	Total commande privée	HLM	Entreprises publiques	Administrations	Total commande publique	Total
Maisons individuelles	30 607	2 464	33 071	1 219	221	532	1 972	35 043
Immeubles de logements	6 891	6 446	13 337	5 721	614	1 494	7 829	21 166
<b>Bâtiments résidentiels</b>	<b>37 498</b>	<b>8 910</b>	<b>46 408</b>	<b>6 940</b>	<b>835</b>	<b>2 026</b>	<b>9 801</b>	<b>56 209</b>
Bâtiments non résidentiels	5 903	22 829	28 732	459	3 922	12 471	16 852	45 584
<b>Ouvrages de bâtiment</b>	<b>43 401</b>	<b>31 739</b>	<b>75 140</b>	<b>7 399</b>	<b>4 757</b>	<b>14 497</b>	<b>26 653</b>	<b>101 793</b>
Voies de communication	0	3 443	3 443	0	1 702	7 608	9 310	12 753
Ouvrages de franchissement	0	473	473	0	650	1 183	1 833	2 306
Réseaux	0	2 475	2 475	0	2 085	5 177	7 262	9 737
Autres ouvrages de génie civil	0	1 412	1 412	0	347	506	853	2 265
Ouvrages de génie civil non ventilés	2 348	0	2 348	278	0	0	278	2 626
<b>Ouvrages de génie civil</b>	<b>2 348</b>	<b>7 803</b>	<b>10 151</b>	<b>278</b>	<b>4 784</b>	<b>14 474</b>	<b>19 536</b>	<b>29 687</b>
<b>Total</b>	<b>45 749</b>	<b>39 542</b>	<b>85 291</b>	<b>7 677</b>	<b>9 541</b>	<b>28 971</b>	<b>46 189</b>	<b>131 480</b>

Entreprises du bâtiment	Particuliers	Sociétés privées	Total commande privée	HLM	Entreprises publiques	Administrations	Total commande publique	Total
Maisons individuelles	29 881	2 386	32 267	1 209	201	460	1 870	34 137
Immeubles de logements	6 818	6 180	12 998	5 632	596	1 410	7 638	20 636
<b>Total bâtiments résidentiels</b>	<b>36 699</b>	<b>8 566</b>	<b>45 265</b>	<b>6 841</b>	<b>797</b>	<b>1 870</b>	<b>9 508</b>	<b>54 773</b>
Bâtiments non résidentiels	5 602	21 643	27 245	421	3 620	11 704	15 745	42 990
<b>Total ouvrages de bâtiment</b>	<b>42 301</b>	<b>30 209</b>	<b>72 510</b>	<b>7 262</b>	<b>4 417</b>	<b>13 574</b>	<b>25 253</b>	<b>97 763</b>
<b>Ouvrages de génie civil</b>	<b>527</b>	<b>1 640</b>	<b>2 167</b>	<b>61</b>	<b>765</b>	<b>1 580</b>	<b>2 406</b>	<b>4 573</b>
<b>Total</b>	<b>42 828</b>	<b>31 849</b>	<b>74 677</b>	<b>7 323</b>	<b>5 182</b>	<b>15 154</b>	<b>27 659</b>	<b>102 336</b>

Entreprises de gros oeuvre	Particuliers	Sociétés privées	Total commande privée	HLM	Entreprises publiques	Administrations	Total commande publique	Total
Maisons individuelles	11 146	863	12 009	452	41	66	559	12 568
Immeubles de logements	1 997	2 867	4 864	1 930	178	537	2 645	7 509
<b>Total bâtiments résidentiels</b>	<b>13 143</b>	<b>3 730</b>	<b>16 873</b>	<b>2 382</b>	<b>219</b>	<b>603</b>	<b>3 204</b>	<b>20 077</b>
Bâtiments non résidentiels	2 288	6 354	8 642	128	820	4 175	5 123	13 765
<b>Total ouvrages de bâtiment</b>	<b>15 431</b>	<b>10 084</b>	<b>25 515</b>	<b>2 510</b>	<b>1 039</b>	<b>4 778</b>	<b>8 327</b>	<b>33 842</b>
<b>Ouvrages de génie civil</b>	<b>239</b>	<b>901</b>	<b>1 140</b>	<b>16</b>	<b>402</b>	<b>885</b>	<b>1 303</b>	<b>2 443</b>
<b>Total</b>	<b>15 670</b>	<b>10 985</b>	<b>26 655</b>	<b>2 526</b>	<b>1 441</b>	<b>5 663</b>	<b>9 630</b>	<b>36 285</b>

Entreprises de second oeuvre	Particuliers	Sociétés privées	Total commande privée	HLM	Entreprises publiques	Administrations	Total commande publique	Total
Maisons individuelles	18 735	1 523	20 258	757	160	394	1 311	21 569
Immeubles de logements	4 821	3 313	8 134	3 702	418	873	4 993	13 127
<b>Total bâtiments résidentiels</b>	<b>23 556</b>	<b>4 836</b>	<b>28 392</b>	<b>4 459</b>	<b>578</b>	<b>1 267</b>	<b>6 304</b>	<b>34 696</b>
Bâtiments non résidentiels	3 314	15 289	18 603	293	2 800	7 529	10 622	29 225
<b>Total ouvrages de bâtiment</b>	<b>26 870</b>	<b>20 125</b>	<b>46 995</b>	<b>4 752</b>	<b>3 378</b>	<b>8 796</b>	<b>16 926</b>	<b>63 921</b>
<b>Ouvrages de génie civil</b>	<b>288</b>	<b>739</b>	<b>1 027</b>	<b>45</b>	<b>363</b>	<b>695</b>	<b>1 103</b>	<b>2 130</b>
<b>Total</b>	<b>27 158</b>	<b>20 864</b>	<b>48 022</b>	<b>4 797</b>	<b>3 741</b>	<b>9 491</b>	<b>18 029</b>	<b>66 051</b>

Entreprises de travaux publics	Particuliers	Sociétés privées	Total commande privée	HLM	Entreprises publiques	Administrations	Total commande publique	Total
<b>Total ouvrages de bâtiment</b>	<b>1 100</b>	<b>1 530</b>	<b>2 630</b>	<b>137</b>	<b>340</b>	<b>923</b>	<b>1 400</b>	<b>4 030</b>
Voies de communication	0	3 237	3 237	0	1 589	7 244	8 833	12 070
Ouvrages de franchissement	0	392	392	0	527	920	1 447	1 839
Réseaux	0	1 893	1 893	0	1 733	4 463	6 196	8 089
Autres ouvrages de génie civil	0	641	641	0	170	267	437	1 078
Ouvrages de génie civil non ventilés	1 821	0	1 821	217	0	0	217	2 038
<b>Ouvrages de génie civil</b>	<b>1 821</b>	<b>6 163</b>	<b>7 984</b>	<b>217</b>	<b>4 019</b>	<b>12 894</b>	<b>17 130</b>	<b>25 114</b>
<b>Total</b>	<b>2 921</b>	<b>7 693</b>	<b>10 614</b>	<b>354</b>	<b>4 359</b>	<b>13 817</b>	<b>18 530</b>	<b>29 144</b>



**Les marchés du secteur de la construction  
en 2000**

**Répartition, par sous-secteur, selon la nature et l'état de l'ouvrage  
du chiffre d'affaires sur ouvrages de bâtiment**

*en millions d'euros*

<b>Entreprises de la construction</b>	<b>Neuf</b>	<b>Entretien-amélioration</b>	<b>Total</b>
Logements	27 893	28 316	56 209
Bâtiments non résidentiels	27 223	18 361	45 584
<b>Total ouvrages de bâtiment</b>	<b>55 116</b>	<b>46 677</b>	<b>101 793</b>

<b>Entreprises du bâtiment</b>	<b>Neuf</b>	<b>Entretien-amélioration</b>	<b>Total</b>
Logements	27 072	27 701	54 773
Bâtiments non résidentiels	25 553	17 437	42 990
<b>Total ouvrages de bâtiment</b>	<b>52 625</b>	<b>45 138</b>	<b>97 763</b>

<b>Entreprises de gros oeuvre</b>	<b>Neuf</b>	<b>Entretien-amélioration</b>	<b>Total</b>
Logements	12 870	7 207	20 077
Bâtiments non résidentiels	9 380	4 385	13 765
<b>Total ouvrages de bâtiment</b>	<b>22 250</b>	<b>11 592</b>	<b>33 842</b>

<b>Entreprises de second oeuvre</b>	<b>Neuf</b>	<b>Entretien-amélioration</b>	<b>Total</b>
Logements	14 202	20 494	34 696
Bâtiments non résidentiels	16 173	13 052	29 225
<b>Total ouvrages de bâtiment</b>	<b>30 375</b>	<b>33 546</b>	<b>63 921</b>

## Les marchés du secteur de la construction en 2000

### Répartition du chiffre d'affaires construction par région de chantier et maître d'ouvrage

*en millions d'euros*

Région de chantier	Particuliers	Sociétés privées	Total commande privée	HLM	Entreprises publiques	Administrations	Total commande publique	Total
Ile-de-France	7 361	13 374	20 735	2 147	2 300	6 108	10 555	31 290
Champagne-Ardenne	851	629	1 480	226	147	599	972	2 452
Picardie	795	766	1 561	193	194	687	1 074	2 635
Haute-Normandie	1 057	1 140	2 197	212	248	831	1 291	3 488
Centre	2 214	1 377	3 591	339	414	1 143	1 896	5 487
Basse-Normandie	1 380	645	2 025	210	142	714	1 066	3 091
Bourgogne	1 384	632	2 016	173	222	656	1 051	3 067
Nord-Pas-de-Calais	2 015	2 076	4 091	535	565	1 716	2 816	6 907
Lorraine	1 652	1 144	2 796	258	287	1 243	1 788	4 584
Alsace	1 389	1 396	2 785	176	268	852	1 296	4 081
Franche-Comté	811	469	1 280	90	127	484	701	1 981
Pays de la Loire	3 099	2 046	5 145	387	420	1 477	2 284	7 429
Bretagne	3 094	1 322	4 416	399	327	1 240	1 966	6 382
Poitou-Charentes	1 615	669	2 284	120	144	697	961	3 245
Aquitaine	2 868	1 703	4 571	304	432	1 291	2 027	6 598
Midi-Pyrénées	2 247	1 455	3 702	249	484	1 279	2 012	5 714
Limousin	574	222	796	86	169	310	565	1 361
Rhône-Alpes	4 633	3 945	8 578	817	1 115	3 314	5 246	13 824
Auvergne	1 099	526	1 625	134	193	537	864	2 489
Languedoc-Roussillon	2 024	659	2 683	182	316	1 072	1 570	4 253
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	3 374	2 454	5 828	408	906	1 964	3 278	9 106
Corse	148	87	235	18	24	135	177	412
<b>Total métropole</b>	<b>45 684</b>	<b>38 736</b>	<b>84 420</b>	<b>7 663</b>	<b>9 444</b>	<b>28 349</b>	<b>45 456</b>	<b>129 876</b>
<b>Total hors métropole</b>	<b>65</b>	<b>806</b>	<b>871</b>	<b>14</b>	<b>97</b>	<b>622</b>	<b>733</b>	<b>1 604</b>
<b>Total</b>	<b>45 749</b>	<b>39 542</b>	<b>85 291</b>	<b>7 677</b>	<b>9 541</b>	<b>28 971</b>	<b>46 189</b>	<b>131 480</b>

## Les marchés du secteur de la construction en 2000

### Répartition du chiffre d'affaires construction par région de chantier et nature d'ouvrage

*en millions d'euros*

Région de chantier	Maisons individuelles	Immeubles de logements	Bâtiments non résidentiels	Total ouvrages de bâtiment	Voies de communication	Autres ouvrages de génie civil	Total ouvrages de génie civil	Total
Ile-de-France	4 921	7 671	13 437	26 029	2 048	3 213	5 261	31 290
Champagne-Ardenne	700	356	815	1 871	263	318	581	2 452
Picardie	637	362	862	1 861	463	311	774	2 635
Haute-Normandie	888	445	1 252	2 585	415	488	903	3 488
Centre	1 884	599	1 713	4 196	623	668	1 291	5 487
Basse-Normandie	1 076	321	995	2 392	305	394	699	3 091
Bourgogne	971	463	1 006	2 440	340	287	627	3 067
Nord-Pas-de-Calais	1 714	912	2 420	5 046	981	880	1 861	6 907
Lorraine	1 319	569	1 398	3 286	534	764	1 298	4 584
Alsace	1 101	653	1 558	3 312	330	439	769	4 081
Franche-Comté	604	216	655	1 475	237	269	506	1 981
Pays de la Loire	2 602	790	2 388	5 780	708	941	1 649	7 429
Bretagne	2 667	738	1 706	5 111	441	830	1 271	6 382
Poitou-Charentes	1 335	323	926	2 584	338	323	661	3 245
Aquitaine	2 122	851	2 179	5 152	637	809	1 446	6 598
Midi-Pyrénées	1 762	731	1 747	4 240	669	805	1 474	5 714
Limousin	436	160	329	925	234	202	436	1 361
Rhône-Alpes	3 494	2 259	4 763	10 516	1 325	1 983	3 308	13 824
Auvergne	779	336	831	1 946	234	309	543	2 489
Languedoc-Roussillon	1 361	784	1 071	3 216	569	468	1 037	4 253
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	2 498	1 552	2 866	6 916	811	1 379	2 190	9 106
Corse	128	40	96	264	65	83	148	412
<b>Total métropole</b>	<b>34 999</b>	<b>21 131</b>	<b>45 013</b>	<b>101 143</b>	<b>12 570</b>	<b>16 163</b>	<b>28 733</b>	<b>129 876</b>
<b>Total hors métropole</b>	<b>44</b>	<b>35</b>	<b>571</b>	<b>650</b>	<b>183</b>	<b>771</b>	<b>954</b>	<b>1 604</b>
<b>Total</b>	<b>35 043</b>	<b>21 166</b>	<b>45 584</b>	<b>101 793</b>	<b>12 753</b>	<b>16 934</b>	<b>29 687</b>	<b>131 480</b>

## Les marchés du secteur de la construction en 2000

### Répartition du chiffre d'affaires construction par région de chantier et sous-secteur

*en millions d'euros*

Région de chantier	Entreprises de gros oeuvre	Entreprises de second oeuvre	Entreprises du bâtiment	Entreprises de travaux publics	Ensemble des entreprises
Ile-de-France	9 288	16 593	25 881	5 409	31 290
Champagne-Ardenne	528	1 410	1 938	514	2 452
Picardie	708	1 196	1 904	731	2 635
Haute-Normandie	852	1 816	2 668	820	3 488
Centre	1 428	2 795	4 223	1 264	5 487
Basse-Normandie	733	1 680	2 413	678	3 091
Bourgogne	835	1 602	2 437	630	3 067
Nord-Pas-de-Calais	1 976	3 212	5 188	1 719	6 907
Lorraine	1 199	2 173	3 372	1 212	4 584
Alsace	849	2 428	3 277	804	4 081
Franche-Comté	524	1 014	1 538	443	1 981
Pays de la Loire	1 706	4 009	5 715	1 714	7 429
Bretagne	1 646	3 518	5 164	1 218	6 382
Poitou-Charentes	903	1 633	2 536	709	3 245
Aquitaine	1 906	3 243	5 149	1 449	6 598
Midi-Pyrénées	1 651	2 631	4 282	1 432	5 714
Limousin	361	591	952	409	1 361
Rhône-Alpes	3 464	7 039	10 503	3 321	13 824
Auvergne	707	1 233	1 940	549	2 489
Languedoc-Roussillon	1 512	1 704	3 216	1 037	4 253
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	3 180	3 868	7 048	2 058	9 106
Corse	139	132	271	141	412
<b>Total métropole</b>	<b>36 095</b>	<b>65 520</b>	<b>101 615</b>	<b>28 261</b>	<b>129 876</b>
<b>Total hors métropole</b>	<b>190</b>	<b>531</b>	<b>721</b>	<b>883</b>	<b>1 604</b>
<b>Total</b>	<b>36 285</b>	<b>66 051</b>	<b>102 336</b>	<b>29 144</b>	<b>131 480</b>

**Achats de marchandises** : achats de marchandises destinées à être revendues en l'état.

**Achats de matières premières** : achats de produits incorporés au cycle de production.

**Autres achats et charges externes** : charges autres que les achats cités ci-dessus (marchandises et matières premières) directement consommées par l'entreprise (achat de sous-traitance, prestations de personnel extérieur, redevances de crédit-bail, d'eau, d'électricité, ...).

**Autres charges d'exploitation et Autres produits d'exploitation** : charges (respectivement produits) qui ne sont pas considérés comme des éléments de consommations intermédiaires (ou de production) et n'entrent donc pas en compte dans le calcul de la valeur ajoutée tels que redevances pour concessions, brevets, licences, procédés...

**Capacité d'autofinancement** : ressources de l'entreprise à l'issue de l'exercice une fois réglées toutes les charges obligatoires ou contractuelles. La capacité d'autofinancement est, pour partie, attribuée aux actionnaires sous forme de dividendes, le reste étant affecté à l'autofinancement.

**Cessions courantes** : montant des actifs cédés, comptabilisés à leur prix de cessions.

**Charges exceptionnelles** : charges ne correspondant pas à l'activité courante de l'entreprise. Ce sont les charges exceptionnelles sur opérations de gestion, les dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations et dotations aux risques et charges exceptionnels...

**Charges financières** : intérêts, mais aussi certaines formes de frais financiers et les pertes sur créances liées à des participations...

**Charges sociales** : toutes formes de charges liées à l'emploi (salarié ou non), autres que les salaires et traitements bruts, à savoir :

- les charges de sécurité sociale et de prévoyance (URSSAF, mutuelles, caisses de retraite, ASSEDIC, autres organismes sociaux) ;
- les cotisations sociales personnelles de l'exploitant ;
- les autres charges sociales (médecine du travail, versements aux comités d'entreprise et d'établissement, versement aux autres oeuvres sociales, ...) ;
- les autres charges de personnel.

**Chiffre d'affaires** : montant global des ventes de marchandises et de la production vendue de biens et de services, quelle que soit l'activité à laquelle elles se réfèrent, mesuré au prix de cession, hors TVA.

**Chiffre d'affaires construction (ou BTP)** : chiffre d'affaires correspondant aux seules activités de construction, soit, par référence à la nomenclature d'activités française, aux activités de la section 45 de la NAF.

**Chiffre d'affaires construction hors sous-traitance** : chiffre d'affaires construction diminué des frais de sous-traitance de construction dans ces activités, tels qu'ils apparaissent dans le cadre répartition du chiffre d'affaires par activités.

**Consommations intermédiaires (ou consommations de l'exercice)** : correspondent au total des achats de marchandises (auxquelles on ajoute la variation de stock correspondante), des achats de matières premières (plus la variation de stock correspondante) et des autres achats et charges externes.

**Dotations aux amortissements** : flux internes qui regroupent les dotations résultant de l'étalement sur plusieurs exercices de dépenses, à savoir :

- dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ;
- dotations aux amortissements des charges à répartir.

**Dotations aux provisions** : flux internes qui regroupent les dotations relatives à l'anticipation de dépenses prévisibles, à savoir :

- dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles ;
- dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants : stocks et en cours, créances ;
- dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation.

**Excédent brut d'exploitation** : partie de la valeur créée destinée à maintenir et développer l'outil de production, payer l'impôt sur le revenu et rémunérer les capitaux engagés, qu'il s'agisse de fonds propres ou de capitaux empruntés.

L'EBE est un indicateur des performances techniques de l'entreprise. Son approche est indépendante de la politique d'amortissement, de la politique financière et des opérations à caractère exceptionnel. C'est la première marge brute obtenue à l'issue du processus de production.

excédent brut d'exploitation
= valeur ajoutée
+ subventions d'exploitation
- impôts et taxes
- salaires et traitements
- charges sociales

**Immobilisations corporelles** : immobilisations corporelles des entreprises à l'exclusion des immobilisations incorporelles et financières. Elles sont comptabilisées hors taxes et sans déduction d'amortissement, soit leur valeur brute au bilan en fin d'exercice.

**Impôts taxes et versements assimilés** : ensemble des versements obligatoires effectués à l'État et aux collectivités locales à l'exception :

- de l'impôt sur les bénéfices ;
- des pénalités et amendes fiscales ;
- de la TVA et impôts assimilés.

**Impôt sur les bénéfices** : impôt sur les bénéfices des sociétés dus au titre de l'année et imposition forfaitaire annuelle des sociétés.

**Investissements corporels** : il s'agit des investissements corporels des entreprises pour lesquels on distingue :

- les investissements bruts, c'est-à-dire cessions non déduites ;
- les investissements nets de cessions.

Les montants d'investissements publiés s'entendent hors apports. Sauf mention explicite, ce sont les investissements bruts.

**Maître d'ouvrage** : commanditaire d'un ouvrage, que l'on classe dans les tableaux selon la nomenclature « nature du client » suivante :

commande privée	commande publique
particuliers	HLM
sociétés privées	Entreprises publiques
	Administrations

**Nature de l'ouvrage** : correspond à un ouvrage de construction réalisé par les entreprises de construction et classé selon la nomenclature « nature de l'ouvrage » suivante :

Ouvrages de bâtiment	Ouvrages de génie civil
Maisons individuelles	Voies de communication
Immeubles de logement	Ouvrages de franchissement
Bâtiments non résidentiels	Réseaux
	Autres ouvrages de génie civil

**Non salariés (effectif moyen)** : recensés seulement parmi les entreprises employant moins de vingt salariés. Ce sont les chefs d'entreprises non salariés et associés ainsi que les aides familiaux.

**Participation des salariés aux fruits de l'expansion** : versement effectué par les entreprises d'au moins cinquante salariés sur une réserve spéciale de participation.

**Population active** : somme de l'effectif salarié et de l'effectif non salarié moyens.

**Production** : valeur des biens et des services créés par l'entreprise au cours de l'exercice. On distingue plusieurs notions de production :

- o la production immobilisée est la production de l'entreprise pour compte propre, destinée à être immobilisée. Dans cette brochure, on y a fait figurer également les produits nets partiels sur opérations à long terme, à savoir les bénéfiques partiels réalisés pendant l'exercice sur des travaux couvrant plusieurs exercices ;
- o la production stockée est la différence entre les stocks de produits finis et d'en-cours de fin et de début d'exercice (stock final - stock initial), compte non tenu des provisions pour dépréciation. Ce solde peut être positif ou négatif. Le montant de la production stockée est calculé au coût de production ;
- o la production vendue est égale au montant des facturations de biens et de services au cours de l'exercice.

Ces notions sont reliées par l'égalité comptable :

production de l'exercice = production vendue de biens et de services + production stockée + production immobilisée
---

**Production nette de sous-traitance** : valeur de la production diminuée de la sous-traitance confiée.

**Produits exceptionnels** : produits exceptionnels sur opérations de gestion (subventions, dégrèvements...), les produits sur exercices antérieurs, le produit des cessions des éléments d'actif, les reprises sur provisions, les transferts de charges exceptionnelles...

**Produits financiers** : revenus de placement de valeurs mobilières (produits des participations, valeurs mobilières, ...), reprises sur provisions et transferts de charges...

**Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun** : dans les cas des sociétés en participation, ces comptes servent à transférer chez les co-participants les pertes ou les bénéfices de la SEP qui leur reviennent.

**Région de chantier (localisation)** : les montants correspondent aux travaux exécutés dans la région, quelle que soit la région de siège des entreprises concernées.

**Région de siège** : région d'implantation du siège social de l'entreprise. Les montants de travaux correspondants représentent les travaux exécutés par les entreprises de la région, quelle que soit la localisation des chantiers.

**Reprise sur amortissements et provisions** : différence entre les dotations effectuées au cours d'exercice antérieurs et la dépréciation économique réelle des immobilisations, les risques et charges d'exploitation, la dépréciation constatée des immobilisations, des stocks et en-cours ou des créances.

**Résultat courant avant impôt** : résultat après prise en compte du résultat d'exploitation et du résultat financier.

	Résultat courant avant impôt
=	résultat d'exploitation
+	quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun
+	produits financiers
-	charges financières

**Résultat d'exploitation** (avant charges et produits financiers) : solde des produits et charges liés au processus de production ou connexes à celui-ci.

	résultat d'exploitation
=	excédent brut d'exploitation
+	reprises sur amortissements et provisions
+	autres produits d'exploitation
-	dotations aux amortissements et provisions
-	autres charges d'exploitation

**Résultat net comptable** : solde de l'ensemble des produits et charges.

	résultat net comptable
=	résultat courant avant impôt
+	résultat exceptionnel
-	participation des salariés
-	impôts sur les bénéfices

**Salaires et traitements** : rémunérations brutes du personnel, y compris celles allouées aux dirigeants, aux gérants et aux administrateurs des sociétés. Ce poste comprend aussi la rémunération du compte de l'exploitant.

**Salariés** : les nombres de salariés publiés sont les effectifs salariés moyens en équivalent temps complet. On compte une personne pour un temps complet, une demi-personne pour une personne à mi-temps, etc.

**Sous-traitance de construction** : travaux de construction confiés par une entreprise à une ou plusieurs autres entreprises.

**Subventions d'exploitation** : subventions accordées par les pouvoirs publics et destinées à couvrir en partie une charge d'exploitation ou une minoration du prix des produits. Elles sont intégrées dans les produits d'exploitation de l'exercice.

**Taille de l'entreprise** : déterminée par l'effectif salarié de l'entreprise au 31 décembre de l'année d'exercice.

**Travaux des sociétés en participation** : lorsque des travaux sont effectués en commun par plusieurs sociétés regroupées au sein d'une société en participation, chaque société mentionne sa quote-part de résultat dans le cas où les associés ont opté pour une comptabilité autonome. Dans le cas contraire, les travaux réalisés sont intégrés au compte de l'entreprise gérante de la société en participation.

**Valeur ajoutée** : mesure de la création de valeur par l'entreprise.

Mieux que le chiffre d'affaires, elle traduit la dimension de l'activité propre de l'entreprise et fait apparaître les contraintes des marchés sur lesquels se situe l'entreprise.

	valeur ajoutée
=	production de l'exercice
-	consommations intermédiaires

**Variation de stock** (de marchandises et de matières premières) : différence (en plus ou en moins) entre les stocks de début d'exercice et les stocks de fin d'exercice, compte non tenu des provisions pour dépréciation.



## QUELQUES RATIOS

**Valeur ajoutée / chiffre d'affaires (taux de valeur ajoutée) et**

**Valeur ajoutée / production nette de sous-traitance de BTP** : ces ratios indiquent la part de valeur créée, soit dans le chiffre d'affaires, soit dans la production diminuée des travaux confiés en sous-traitance ; ils sont caractéristiques du processus de production.

Les notions de chiffre d'affaires et de production diffèrent essentiellement par le montant de la production stockée, qui retrace principalement des travaux facturés à leur achèvement.

**Excédent brut d'exploitation / production nette de sous-traitance de BTP** : ce rapport indique la part de la production destinée à la rémunération brute du capital (avant impôts sur les sociétés et amortissements).

**Valeur ajoutée / valeur brute des immobilisations corporelles** : ce ratio est un indicateur de la contribution de l'équipement à la création de richesse par l'entreprise ; c'est donc une mesure de la productivité du capital.

**Salaires + charges sociales / valeur ajoutée,**

**Impôts et taxes / valeur ajoutée et**

**Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée (taux de marge)** : ces trois taux permettent d'effectuer, au montant près des subventions d'exploitation, un « partage de la valeur ajoutée ». Ils mesurent donc la façon dont la valeur créée rémunère chacun des « facteurs de production ».

**Frais financiers / valeur ajoutée** : ce rapport indique la part de la valeur ajoutée consacrée à la rémunération des capitaux empruntés.

**Capacité d'autofinancement / valeur ajoutée** : ce ratio indique la part de valeur ajoutée contribuant au maintien et au développement de l'outil de production ou à la rémunération des capitaux propres.

**Amortissements / valeur ajoutée** : il indique la part de valeur ajoutée destinée à amortir les immobilisations.

**Résultat courant avant impôt / chiffre d'affaires + subventions d'exploitation** : ce ratio constitue une mesure de la part de la production qui reste disponible après prise en compte de tous les produits et charges courants.

**Résultat net / chiffre d'affaires + subventions d'exploitation** : ce rapport, qui peut prendre une valeur négative, mesure la part du chiffre d'affaires et des subventions venant finalement augmenter le patrimoine de l'entreprise.

**Valeur ajoutée / effectif salarié moyen** : ce ratio met en évidence l'efficacité des moyens humains utilisés et reflète la productivité de la main d'œuvre.

**Valeur brute des immobilisations corporelles / effectif salarié moyen** : ce ratio mesure l'importance du capital par unité de travail ; c'est un indicateur de l'intensité capitaliste de l'entreprise à travers ses immobilisations corporelles.

**Investissements corporels nets des cessions / effectif salarié moyen** : ce rapport mesure l'effort d'accroissement des moyens de production par unité de travail au cours de l'exercice. Il peut présenter de fortes variations d'une année sur l'autre, le processus d'investissement étant souvent discontinu.



## *6 - Présentation des questionnaires*

---

Deux types de questionnaires sont utilisés pour l'enquête annuelle d'entreprises du secteur de la construction ; ils sont reproduits à la fin de ce chapitre.

- un questionnaire général (QG) envoyé aux entreprises de 20 (\*) salariés et plus ;
- un questionnaire simplifié (QS) envoyé aux entreprises de moins de 20 (\*) salariés.

La principale différence entre les deux types de questionnaires porte sur la partie comptable qui est allégée dans le questionnaire simplifié.

Tous deux ont en commun trois grands groupes de questions :

- un premier groupe se rapportant aux résultats généraux, dont les variables sont communes pour une large part à toutes les enquêtes annuelles d'entreprises et plus ou moins détaillé en fonction de la taille de l'entreprise : caractéristiques de l'entreprise, modifications de structure, effectifs, données comptables, ventilation économique des dépenses... ;
- un deuxième groupe portant sur la ventilation du chiffre d'affaires et de la sous-traitance par activités, selon la nomenclature d'activités française (NAF) ; c'est cette partie du questionnaire qui permet la détermination de l'activité principale de l'entreprise (APE) ;
- une partie chantiers spécifique à l'enquête sur le secteur de la construction et identique dans tous les questionnaires.

Le cadre CHANTIERS constitue la spécificité de l'enquête sur le secteur de la construction. Dans ce cadre, l'entreprise est invitée à ventiler son chiffre d'affaires construction en fonction des critères suivants :

- région où les chantiers ont été réalisés ;
- nature du maître d'ouvrage ou du client ;
- type de l'ouvrage concerné par les travaux.

De plus le chiffre d'affaires des travaux d'amélioration-entretien de bâtiment est ventilé par région et pour les logements et les bâtiments non résidentiels.

(\*) A partir de l'enquête réalisée en 1999. Auparavant le seuil QS-QG était de 50 salariés.





STATISTIQUE  
PUBLIQUE

ENGAGEMENT

- Economie
- Contrepartie
- Proximité
- Fiabilité
- Confidentialité

Cinq engagements au service des entreprises et de la collectivité.  
Ses, Insee, Sessi, Scees, Dares.



Ministère  
de l'Équipement,  
des Transports  
et du Logement

DAEI

Service Économique et  
Statistique  
Bureau SC2 - Tour Pascal B  
92055 La-Défense Cedex

# ENQUÊTE ANNUELLE D'ENTREPRISE 2000 - QS

Merci de bien vouloir retourner ce questionnaire dûment rempli  
**au plus tard un mois après réception** à l'aide de l'enveloppe jointe.  
Toute correspondance doit être envoyée à l'adresse ci-dessus.

**Pour plus de renseignements, vous pouvez contacter au sein de nos services :**

responsable de votre dossier.

Tél :

- Fax :

Mél :

Le Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement vous remercie de votre collaboration et, pour faciliter ses rapports avec votre entreprise, vous demande d'indiquer le nom de la personne qualifiée, au sein de votre établissement, pour fournir des précisions concernant ce questionnaire.

M. Mme, Mlle

Fonction

Tél. Fax

Mél

Date Signature

Merci de bien vouloir indiquer le nom de la personne intéressée par les résultats de cette enquête au sein de votre entreprise.

Nom

Partie réservée au gestionnaire

Ne rien inscrire ci-dessous

Ape      Ts      Gest

IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

Numéro SIREN

A rappeler dans toute correspondance

Pour remplir l'ensemble du questionnaire, veuillez utiliser une seule unité monétaire : Franc (F)  ou Euro (€)

Visa n° 2001 A 048 EQ du Ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement et du Ministre chargé de l'Économie valable pour l'année 2001

19  
1

*Vu l'avis favorable du Conseil National de l'Information Statistique, cette enquête, reconnue d'intérêt général est obligatoire.*

*Visa n° 2001 A 048 EQ du Ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement et du Ministre chargé de l'Économie valable pour l'année 2001.*

*Aux termes de l'article 6 de la loi n° 51 711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistique, les renseignements transmis en réponse au présent questionnaire ne sauraient en aucun cas être utilisés à des fins de contrôle fiscal ou de répression économique.*

*L'article 7 de la loi précitée stipule d'autre part que tout défaut de réponse ou une réponse sciemment inexacte peut entraîner l'application d'une amende administrative.*

*Les informations fournies pourront être prises en compte pour mettre à jour le code APE de l'entreprise dans le répertoire SIRENE.*

*La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux réponses faites à la présente enquête par les entreprises individuelles. Elle leur garantit un droit d'accès et de rectification pour les données les concernant. Ce droit peut être exercé auprès du Service Économique et Statistique, Bureau SC2, Tour Pascal B, 92055 LA-DÉFENSE Cedex.*

**I - COORDONNÉES DE VOTRE ENTREPRISE**

*A ne remplir que si les renseignements portés sur la couverture dans le cadre "Identification de l'entreprise" sont erronés.*

Numéro SIREN

Nom ou raison sociale

Complément d'adresse (y compris boîte postale)

N° type et libellé de voie

Code postal et commune

Code postal cedex et bureau distributeur (cas échéant)

**II - CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES**

*Ce questionnaire se rapporte uniquement à l'entreprise juridiquement définie, à l'exclusion de toutes ses filiales.*

Votre activité principale est

*Si non préciser :*

Votre catégorie juridique est

*Si non préciser :*

**Régime d'imposition**

*(cocher la case qui convient)*

- 11 Impôt sur les sociétés, régime normal
- 12 Impôt sur les sociétés, régime simplifié
- 21 Impôt sur le revenu, régime normal
- 22 Impôt sur le revenu, régime simplifié
- 24 Impôt sur le revenu, micro-entreprises

*Autre régime d'imposition, préciser :*

50

**Exercice comptable**

Date de clôture du dernier exercice clos avant le 01-01-01

Durée de cet exercice (en mois)





**III - CONDITIONS D'EXERCICE DE L'ACTIVITÉ (au cours de l'exercice)**

70  Pas de modification au cours de l'exercice

Si l'entreprise a été concernée, au cours de l'exercice, par une des modifications de structure suivantes, merci de bien vouloir indiquer :

- la date d'effet

- la nature de la modification en cochant la case correspondante.

**Création au cours de l'exercice**

- 11  première activité
- 13  création suite à fusion
- 14  création suite à scission
- 19  autre forme de création (préciser)

**Cessation au cours de l'exercice**

- 21  mise en sommeil
- 22  absorption
- 23  fusion
- 24  scission avec disparition
- 25  dissolution
- 29  autre forme de cessation (préciser)

**Modification au cours de l'exercice**

- 31  reprise de l'activité
- 32  absorption d'une autre entreprise
- 34  scission sans disparition
- 35  apport partiel d'actifs à une autre entreprise
- 36  apport partiel d'actifs par une autre entreprise
- 37  apport partiel d'actifs reçus et donnés

**Location-gérance au cours de l'exercice**

- 42  prise en location-gérance d'un autre fonds
- 44  mise en location-gérance de votre fonds

**Autre forme de modification**

- 69  (préciser)

**IV - EMPLOI**

**A - Effectif salarié**

Personnes pour lesquelles les rémunérations sont enregistrées au compte 64.

**Répartition trimestrielle**

Effectif salarié en 2000 au :

- 31 mars
- 30 juin
- 30 septembre
- 31 décembre

**Répartition par qualification du personnel (au 30 juin)**

- Apprentis
- + Ouvriers
- + ETAM et cadres

**Effectif salarié moyen au cours de l'exercice comptable (en équivalent temps plein)**

Le comptage est réalisé en fonction du temps de travail réel des salariés   
(une personne à temps complet = 1, une personne à mi-temps = 0,5 etc.)

**B - Effectif non salarié moyen au cours de l'exercice comptable**

Entrepreneurs individuels, aides familiaux, propriétaires et associés... (sont exclus le personnel intérimaire, le personnel prêté ou détaché)

**C - Heures travaillées**

Nombre d'heures travaillées par le personnel ouvrier sur l'année civile 2000  heures.

(heures réellement effectuées par l'ensemble des ouvriers au cours de l'année, y compris les heures supplémentaires, non compris les heures chômées et les heures d'absence autorisée.)

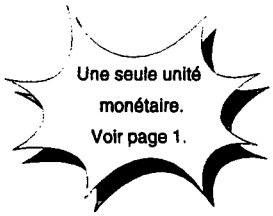
**V - PRINCIPAUX POSTES DU COMPTE DE RÉSULTAT (hors TVA) relatif au dernier exercice clos avant le 1<sup>er</sup> janvier 2001**

Confiez-vous des travaux en sous-traitance à d'autres entreprises ? oui  1 non  9

Si oui, indiquez le montant (poste YT du document DGI) :

Veillez joindre au questionnaire une photocopie des documents fiscaux DGI N° 2052, 2053 et 2058-C, pour le régime normal, ou 2033-B pour le régime simplifié ou reporter les montants dans les cadres ci-dessous. Les montants négatifs doivent être inscrits entre crochets ou entre parenthèses.

		Exportation	Réf. DGI (1)	Réf. DGI (2)	Total exercice 2000
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	Chiffre d'affaires net	FK <input type="text"/>	FL	210+214+218	<input type="text"/> (a)
	Production stockée		FM	222	<input type="text"/>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	Variation de stock (marchandises et matières premières)		FT+FV	236+240	<input type="text"/>
	Total des achats et charges externes		FS+FU+FW	234+239+242	<input type="text"/>
	Salaires et traitements		FY	250	<input type="text"/>
	Charges sociales		FZ	252	<input type="text"/>



Effectuez-vous des travaux pour le compte d'autres entreprises de construction ? oui  1 non  9

Quelle part de votre chiffre d'affaires ces travaux représentent-ils ?

0  0-1/3  1/3-2/3  Plus de 2/3

**VI - INVESTISSEMENTS ET CESSIONS du dernier exercice clos avant le 1<sup>er</sup> janvier 2001**

**A - Investissements corporels de l'exercice**

Avez-vous effectué des investissements au cours de l'exercice ? oui  1 non  9

Si oui, montant total des investissements de l'exercice (ligne LP de l'imprimé fiscal DGI n° 2054)

**B - Cessions corporelles de l'exercice**

Prix réel de cession : cessions corporelles courantes

**C - Contrats de crédit-bail**

Avez-vous signé des contrats de crédit-bail au cours de l'exercice ? oui  1 non  9

Si oui, merci de nous indiquer le montant des contrats de crédit-bail souscrits au cours de l'exercice

L'activité de construction (ou BTP) se décompose en travaux sur ouvrages de bâtiment ou travaux sur ouvrages de génie civil (ou travaux publics).  
Le chiffre d'affaires des activités de construction correspond aux lignes 1100 à 5100 de la décomposition du chiffre d'affaires par activité pages 8 et 9.

**A - Caractéristiques globales (activité de construction)**

**Ouvrages**

Sur quel type d'ouvrage les travaux effectués sur l'exercice ont-ils été réalisés ?

- Ouvrages de bâtiment  %
  - Ouvrages de génie civil  %
  - TOTAL  %
- Réalisez-vous vos travaux de bâtiment exclusivement sur des ouvrages neufs ?
- oui 1     non 9

Travaux réalisés :	Ouvrages neufs	Ouvrages existants	Total
- sur des logements	<input type="text"/>	<input type="text"/>	100 %
- sur d'autres bâtiments	<input type="text"/>	<input type="text"/>	100 %

**Maîtres d'ouvrage**

Pourriez-vous donner, même de façon approximative, la répartition de votre clientèle (en pourcentage du chiffre d'affaires) sur cet exercice ?

- Particuliers 1  % (ménages et entrepreneurs individuels : agriculteur, artisan, commerçant, profession libérale, etc.)
- HLM 2  % (organismes et sociétés)
- Entreprises publiques 3  % (EDF, GDF, SNCF, RATP, sociétés d'économie mixte, ports autonomes, etc.)
- Autres sociétés 4  % (hors HLM et entreprises publiques)
- Administrations 5  % (État, collectivités locales, regroupements de collectivités locales, régies municipales, etc.)
- TOTAL  % du chiffre d'affaires (activités de construction)

**Localisation de chantiers par région**

La nomenclature des régions figure en dernière page de ce questionnaire (les travaux effectués dans les TOM et à l'étranger sont à codifier "99").

Pourriez-vous indiquer les principales régions où s'exerce votre activité ? (à l'exception des chantiers à l'étranger non taxables en France)

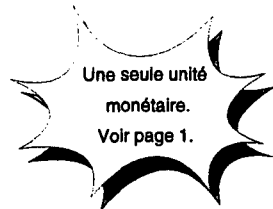
- Région principale d'activité Code 1  (exemple : 24) Nom de la région  (exemple : Centre)  %
- Autres régions d'activité
- 2  Nom de la région   %
- 3  Nom de la région   %
- 4  Nom de la région   %
- 5  Nom de la région   %

**B - Décomposition du chiffre d'affaires par activité (exercice 2000)**

(Les tableaux B, C1, C2 et C3 peuvent être remplis sur plusieurs feuilles, au choix de l'entreprise, une feuille par agence par exemple)

Le total de la première colonne est égal au chiffre d'affaires de l'entreprise.

La sous-traitance confiée correspond aux comptes 604 + 605, ainsi qu'au compte 611 si celui-ci inclut la sous-traitance de fabrication.



ACTIVITÉS DE CONSTRUCTION	Chiffre d'affaires TOTAL	DONT sous-traitance confiée
<b>1. Préparation des sites</b>		
<b>Petits terrassements, démolition</b> : démolition, creusement de tranchées pour VRD ou canalisations urbaines, fouilles courantes, travaux préparatoires : déblaiement, remblayage, déroctage, débroussaillage...	1100	
<b>Terrassements en grande masse</b> : gros terrassement pour le bâtiment, terrassements à l'air libre préalables à la construction des voies de communication ou aux industries extractives, prestation indépendante d'artificiers...	1120	
<b>Forages et sondages</b> : sondages et forages d'essai pour les constructions, les études géophysiques ou géologiques, les passages de câbles ou de canalisations... <i>sauf puits d'eau (2360), puits de mine (1120), fondations spéciales (2360)</i> .	1140	
<b>2. Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil</b>		
<b>Gros œuvre de maisons individuelles</b> : gros œuvre de maisons individuelles, maisons individuelles «clés en main», construction industrialisée de maison indiv., travaux tous corps d'état si gros œuvre plus second œuvre.	2100	
<b>Gros œuvre de bâtiments divers</b> : gros œuvre de bâtiments (sauf maisons indiv. et ouvrages industriels lourds), mobilier urbain, travaux tous corps d'état si gros œuvre plus second œuvre <i>hors maisons individuelles</i> .	2120	
<b>Construction d'ouvrages d'art</b> : ponts, viaducs, centrales (nucléaires, électriques...), ouvr. industriels lourds, réservoirs, cuves, déchetteries, stations d'épuration, bassins de natation.	2140	
<b>Travaux souterrains</b> : creusement de tunnels, travaux souterrains de tous types, y compris les opérations annexes de consolidation des sols et de soutènement.	2160	
<b>Réseaux, canalisations</b> : réseaux d'adduction ou d'évacuation des eaux, de transport de gaz, de produits pétroliers... <i>sauf constr. aqueduc (2320), raccordement aux réseaux publics (2380), épuration des eaux (hors constr.)</i> .	2180	
<b>Construction de lignes électriques et de télécommunication</b> : lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, lignes de réseaux de télécom., lignes d'aliment. pour voies ferrées (caténaïres, rails électriques...) <i>sauf électricité dans bât. (3100) et éclairage public (3160)</i> .	2200	
<b>Réalisation de couvertures par éléments</b> : couvertures en tous matériaux, évacuation des eaux de pluie, bardage, gouttières... <i>sauf toitures-terrasses (2100 ou 2120), étanchéité sur toitures (2240)</i> .	2220	
<b>Travaux d'étanchéification</b> : tous travaux d'étanchéification : toitures, terrasses, façades, piscines, ouvrages enterrés, ouvrages d'art...	2240	
<b>Travaux de charpente</b> : travaux divers de charpente, montage de charpentes préfabriquées en bois, <i>sauf montage de charpentes métalliques (2340), traitement chimique à façon des charpentes (hors fabrication industrielle)</i> .	2260	
<b>Construction de voies ferrées</b> : ballast, rails, aiguillages, croisements, signalisation, systèmes de commande et de sécurité... <i>sauf lignes électriques pour voies ferrées (2200), terrassements préalables (1120)</i> .	2280	
<b>Construction de chaussées routières et sols sportifs</b> : chaussées routières, pistes d'avion, pistes cyclables, signalisation verticale, marquage au sol, sols sportifs et récréatifs... <i>sauf terrassements préalables (1120), bât. ou equip. sportifs (2120 ou 2140)</i> .	2300	
<b>Travaux maritimes et fluviaux</b> : ports, barrages, aqueducs, digues, canaux, écluses, piles de ponts, dragage, câbles sous-marins, travaux sous-marins par scaphandriers, curage des fossés, aménagement des berges, faucardage...	2320	
<b>Levage, montage, échafaudages</b> : montage et démontage d'échafaudages, d'ossatures métalliques, de murs-rideaux, travaux de bardage en tous matériaux complexes (bâtiments industriels)...	2340	
<b>Autres travaux spécialisés de construction</b> : fondations spéciales importantes, ossatures en béton complexes, fumisterie industrielle, cheminées décoratives, fontaines, puits d'eau, chambres froides, chambres fortes, trav. acrobatiques, trav. funéraires, défilage... <i>sauf forages d'essai (1140), puits de mine (1120)</i> .	2360	
<b>Travaux de maçonnerie générale</b> : travaux courants de maçonnerie et de béton armé, raccordement des bâtiments aux réseaux publics (VRD), revêtement au mortier, murs et clôtures en maçonnerie, purge de pierre, sciage au sol...	2380	

		Chiffre d'affaires TOTAL	DONT sous-traitance confiée
<b>3. Travaux d'installation</b>			
<b>Installation électrique des bâtiments</b> : install. électrique toutes tensions dans les logements et les bât. non résidentiels, groupes électrogènes, install. de télécommunication, alarmes, ascenseurs, antennes, paratonnerres...	3100		
<b>Travaux d'isolation</b> : isolation thermique, acoustique, antivibratile, isolation de canalisations de chauffage ou de réfrigération, isolation des chambres froides et entrepôts frigorifiques...	3120		
<b>Travaux de plomberie</b> : réseaux de distribution de l'eau et du gaz, travaux de plomberie, appareils sanitaires fixes, fosses septiques, drains, capteurs solaires, réseaux de lutte contre le feu (y compris RIA)...	3140		
<b>Installation et maintenance d'équipements thermiques</b> : systèmes de chauffage ou de climatisation, de ventilation mécanique contrôlée, d'air conditionné... <i>sauf chauffage élect. (3100), fumisterie indust. (2360), systèmes à caractère industriel hors constr.</i>	3160		
<b>Autres travaux d'installation</b> : éclairage et signalisation de la voie publique, des ports et aéroports, enseignes lumineuses ou non, clôtures, piquets, stores et bannes, rideaux, bâches...	3180		
<b>4. Travaux de finition</b>			
<b>Plâtrerie</b> : enduits à base de plâtre (Intérieurs ou extérieurs), cloisons sèches et faux plafonds en plâtre, plaques de placoplâtre, staff, stuc, béton de fibre...	4100		
<b>Menuiserie bois et matières plastiques</b> (non compris fabrication industrielle) : menuiserie extérieure et intérieure en bois ou en matières plastiques (PVC), fermetures de bât., volets, portes, portails, fenêtres, persiennes, placards, cloisons, parquets, posé de friséte, escaliers, décoration... <i>sauf menuiserie métallique ainsi qu' aluminium (4140) et parquet collé/flottant (4160).</i>	4120		
<b>Menuiserie métallique</b> (non compris fabrication industrielle), y compris aluminium, <b>serrurerie</b> : blindage de portes, portes coupe-feu, faux plafonds sur structure métallique, cloisons aluminium mobiles, volets, fenêtres, vérandas, serres, serrures... <i>sauf ferronnerie décorative intérieure (4240).</i>	4140		
<b>Revêtement des sols et des murs</b> : pose de carrelages, habillage décoratif des façades extérieures, revêtements maçonnés <i>sauf ravalement (2380 ou 4200 ou 4240)</i> , revêtements intérieurs : parquets collés ou flottants, moquettes, papier peint <i>sauf peinture (4200).</i>	4160		
<b>Miroiterie de bâtiment, vitrerie</b> : pose de verre et de glace de toutes natures, vitrines, film solaire, éclairage zénithal... <i>sauf installation de fenêtres (4120 ou 4140), vérandas et serres (4140).</i>	4180		
<b>Peinture</b> : peinture intérieure décorative, peinture extérieure de protection (ravalement), peinture sur ossatures métalliques, sur coques de navires... <i>sauf marquage au sol (2300).</i>	4200		
<b>Agencement de lieux de vente</b> : installation de magasins, de surfaces commerciales ou d'exposition, faisant l'objet d'un marché unique.	4220		
<b>Autres travaux de finition</b> : remise en état des lieux après travaux, nettoyage des façades par lavage haute pression ou sablage, ferronnerie décorative, installation de piscines résidentielles...	4240		
<b>5. Location avec opérateur</b>			
<b>Location avec opérateur de matériel de construction</b> : location avec opérateur de matériel de construction ou de démolition, y compris grues mobiles... <i>sauf montage d'échafaudages (2340) et location de matériel sans opérateur (hors constr.).</i>	5100		
<b>TOTAL du chiffre d'affaires des activités de CONSTRUCTION</b>	9000		

**ACTIVITÉS HORS CONSTRUCTION (PRÉCISER)**


CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL = case (a) du cadre V des principaux postes du compte de résultat, page 6.

(a) >

--	--

(Les tableaux B, C1, C2 et C3, peuvent être remplis sur plusieurs feuilles, au choix de l'entreprise, une feuille par agence par exemple)

La nomenclature des régions, TOM et étranger, figure en dernière page de ce questionnaire. Indiquer le code région dans chaque colonne intitulée "Région".

Montant du chiffre d'affaires, hors taxes (y compris sous-traitance confiée).

MAÎTRE D'OUVRAGE	OUVRAGE DE BÂTIMENT	TOTAL 00	Région <input type="text"/>	Région <input type="text"/>	Région <input type="text"/>	Région <input type="text"/>	Région <input type="text"/>
<b>C.1 - Ensemble des ouvrages de bâtiments (y compris travaux sur ouvrages existants)</b>							
<b>1. Particuliers</b> y compris entrepreneurs individuels : agriculteur, artisan, commerçant, profession libérale...	Maisons individuelles (y compris lotissements)	1111	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Immeubles de logements (y compris hébergement)	1112	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Autres bâtiments	1130	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<b>2. HLM</b> (organismes et sociétés)	Maisons individuelles (y compris lotissements)	2111	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Immeubles de logements (y compris hébergement)	2112	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Autres bâtiments	2130	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<b>3. Entreprises publiques</b> EDF, GDF, SNCF, RATP, sociétés d'économie mixte, ports autonomes, etc.	Maisons individuelles (y compris lotissements)	3111	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Immeubles de logements (y compris hébergement)	3112	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Autres bâtiments	3130	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<b>4. Autres sociétés</b> (hors HLM et entreprises publiques)	Maisons individuelles (y compris lotissements)	4111	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Immeubles de logements (y compris hébergement)	4112	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Autres bâtiments	4130	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<b>5. Administrations</b> (État, collectivités locales, regroupements de collectivités locales, régies municipales...)	Maisons individuelles (y compris lotissements)	5111	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Immeubles de logements (y compris hébergement)	5112	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Autres bâtiments	5130	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<b>Total (facultatif)</b>			<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<b>C.2 - dont travaux effectués sur ouvrages de bâtiments existants (tous travaux qui ne sont pas occasionnés par la création d'une surface nouvelle)</b>							
<b>Chiffre d'affaires réalisé sur des logements existants</b> (maisons individuelles et immeubles de logements)	6100	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<b>Chiffre d'affaires sur d'autres bâtiments existants</b>	6200	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

(Les tableaux B, C1, C2 et C3 peuvent être remplis sur plusieurs feuilles, au choix de l'entreprise, une feuille par agence par exemple)

La nomenclature des régions, TOM et étranger, figure en dernière page de ce questionnaire. Indiquer le code région dans chaque colonne intitulée "Région".

DEUXIÈME PARTIE : Ouvrages de génie civil (travaux publics)

Montant du chiffre d'affaires, hors taxes (y compris sous-traitance confiée)

MAÎTRE D'OUVRAGE	DESTINATION DES TRAVAUX	TOTAL 00	Région <input type="text"/>	Région <input type="text"/>	Région <input type="text"/>	Région <input type="text"/>	Région <input type="text"/>	
<b>C. 3 - Ensemble des ouvrages de génie civil (y compris travaux sur ouvrages existants)</b>								
<b>1. Particuliers</b> y compris entrepreneurs individuels : agriculteur, artisan, commerçant, profession libérale...	Ensemble des ouvrages	1260						
	<b>2. HLM</b> (organismes et sociétés)	Ensemble des ouvrages	2260					
	<b>3. Entreprises publiques</b> EDF, GDF, SNCF, RATP sociétés d'économie mixte, ports autonomes, etc.	Voies de communication : autoroutes, routes, pistes, voies ferrées...	3210					
		Ouvrages de franchissement (pont, tunnel) et ouvrages hydrauliques (port, barrage...)	3220					
		Réseaux : eau, gaz, pétrole... (fluides), électricité, télécom, station épuration...	3230					
Ouvrages complexes sur site industriel (centrales électriques, industrie lourde...)		3240						
	Ouvrages à usage sportif ou récréatif (stades, terrains de sport...)	3250						
<b>4. Autres sociétés</b> (hors HLM et entreprises publiques)	Voies de communication : autoroutes, routes, pistes, voies ferrées...	4210						
	Ouvrages de franchissement (pont, tunnel) et ouvrages hydrauliques (port, barrage...)	4220						
	Réseaux : eau, gaz, pétrole... (fluides), électricité, télécom, station épuration...	4230						
	Ouvrages complexes sur site industriel (centrales électriques, industrie lourde...)	4240						
	Ouvrages à usage sportif ou récréatif (stades, terrains de sport...)	4250						
<b>5. Administrations</b> (État, collectivités locales, regroupements de collectivités locales, régies municipales...)	Voies de communication : autoroutes, routes, pistes, voies ferrées...	5210						
	Ouvrages de franchissement (pont, tunnel) et ouvrages hydrauliques (port, barrage...)	5220						
	Réseaux : eau, gaz, pétrole... (fluides), électricité, télécom, station épuration...	5230						
	Ouvrages complexes sur site industriel (centrales électriques, industrie lourde...)	5240						
	Ouvrages à usage sportif ou récréatif (stades, terrains de sport...)	5250						
<b>TOTAL (facultatif)</b>								

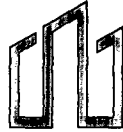
77

NOMENCLATURE DES RÉGIONS, DOM, TOM ET ÉTRANGER

Région	Nom de la région	Dépt	Nom du département
11	Ile-de-France	75	Paris
		77	Seine-et-Marne
		78	Yvelines
		91	Essonne
		92	Hauts-de-Seine
		93	Seine-Saint-Denis
		94	Val-de-Marne
21	Champagne-Ardenne	08	Ardennes
		10	Aube
		51	Marne
		52	Haute-Marne
22	Picardie	02	Aisne
		60	Oise
		80	Somme
23	Haute-Normandie	27	Eure
		76	Seine-Maritime
24	Centre	18	Cher
		28	Eure-et-Loir
		36	Indre
		37	Indre-et-Loire
		41	Loir-et-Cher
		45	Loiret
25	Basse-Normandie	14	Calvados
		50	Manche
		61	Orne
26	Bourgogne	21	Côte-d'Or
		58	Nièvre
		71	Saône-et-Loire
		89	Yonne
31	Nord - Pas-de-Calais	59	Nord
		62	Pas-de-Calais
41	Lorraine	54	Meurthe-et-Moselle
		55	Meuse
		57	Moselle
		88	Vosges
42	Alsace	67	Bas-Rhin
		68	Haut-Rhin
43	Franche-Comté	25	Doubs
		39	Jura
		70	Haute-Saône
		90	Territoire-de-Belfort
52	Pays de la Loire	44	Loire-Atlantique
		49	Maine-et-Loire
		53	Mayenne
		72	Sarthe
		85	Vendée
53	Bretagne	22	Côte-d'Armor
		29	Finistère
		35	Ile-et-Vilaine
		56	Morbihan

Région	Nom de la région	Dépt	Nom du département
54	Poitou-Charentes	16	Charente
		17	Charente-Maritime
		79	Deux-Sèvres
		86	Vienne
72	Aquitaine	24	Dordogne
		33	Gironde
		40	Landes
		47	Lot-et-Garonne
		64	Pyrénées-Atlantiques
73	Midi-Pyrénées	09	Ariège
		12	Avayron
		31	Haute-Garonne
		32	Gers
		46	Lot
		65	Hautes-Pyrénées
		81	Tarn
82	Tarn-et-Garonne		
74	Limousin	19	Corrèze
		23	Creuse
		87	Haute-Vienne
82	Rhône-Alpes	01	Ain
		07	Ardèche
		26	Drôme
		38	Isère
		42	Loire
		69	Rhône
		73	Savoie
		74	Haute-Savoie
83	Auvergne	03	Allier
		15	Cantal
		43	Haute-Loire
		63	Puy-de-Dôme
91	Languedoc-Roussillon	11	Aude
		30	Gard
		34	Hérault
		48	Lozère
		66	Pyrénées-Orientales
93	Provence-Alpes-Côte d'Azur	04	Alpes-de-Haute-Provence
		05	Hautes-Alpes
		06	Alpes-Maritimes
		13	Bouches-du-Rhône
		83	Var
84	Vaucluse		
94	Corse	2A	Corse-du-Sud
		2B	Haute-Corse
01		971	Guadeloupe
02		972	Martinique
03		973	Guyane
04		974	Réunion
99	TOM, étranger		Mors métropole





STATISTIQUE  
PUBLIQUE

ENGAGEMENT

- ▶ Economie
- ▶ Contrepartie
- ▶ Proximité
- ▶ Fiabilité
- ▶ Confidentialité

Cinq engagements au service des entreprises et de la collectivité. Ses, Insee, Sessi, Scees, Dares.



Ministère  
de l'Équipement  
des Transports  
et du Logement

DAEI

Service Économique et  
Statistique  
Bureau SC2 - Tour Pascal B  
92055 La-Défense Cedex

# ENQUÊTE ANNUELLE D'ENTREPRISE 2000 - QG

Merci de bien vouloir retourner ce questionnaire dûment rempli **au plus tard un mois après réception** à l'aide de l'enveloppe jointe. Toute correspondance doit être envoyée à l'adresse ci-dessus.

**Pour plus de renseignements, vous pouvez contacter au sein de nos services :**  
responsable de votre dossier.

Tél :

- Fax :

Mél :

Le Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement vous remercie de votre collaboration et, pour faciliter ses rapports avec votre entreprise, vous demande d'indiquer le nom de la personne qualifiée, au sein de votre établissement, pour fournir des précisions concernant ce questionnaire.

M, Mme, Mlle

Fonction

Tél.  Fax

Mél

Date  Signature

Merci de bien vouloir indiquer le nom de la personne intéressée par les résultats de cette enquête au sein de votre entreprise.

Nom

Partie réservée au gestionnaire

Ne rien inscrire ci-dessous

Ape

Ts

Gest

IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

Numéro SIREN

A rappeler dans toute correspondance

Pour remplir l'ensemble du questionnaire, veuillez utiliser une seule unité monétaire : Franc (F)  ou Euro (€)

Visa n° 2001 A 048 EQ du Ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement et du Ministre chargé de l'Économie valable pour l'année 2001.

73

1)

Vu l'avis favorable du Conseil National de l'Information Statistique, cette enquête, reconnue d'intérêt général est obligatoire.

**Visa n° 2001 A 048 EQ** du Ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement et du Ministre chargé de l'Économie valable pour l'année 2001.

Aux termes de l'article 6 de la loi n° 51 711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistique, les renseignements transmis en réponse au présent questionnaire ne sauraient en aucun cas être utilisés à des fins de contrôle fiscal ou de répression économique.

L'article 7 de la loi précitée stipule d'autre part que tout défaut de réponse ou une réponse sciemment inexacte peut entraîner l'application d'une amende administrative.

Les informations fournies pourront être prises en compte pour mettre à jour le code APE de l'entreprise dans le répertoire SIRENE.

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux réponses faites à la présente enquête par les entreprises individuelles. Elle leur garantit un droit d'accès et de rectification pour les données les concernant. Ce droit peut être exercé auprès du Service Économique et Statistique, Bureau SC2, Tour Pascal B, 92055 LA-DÉFENSE Cedex.

**I - COORDONNÉES DE VOTRE ENTREPRISE**

A ne remplir que si les renseignements portés sur la couverture dans le cadre "Identification de l'entreprise" sont erronés.

Numéro SIREN

Nom ou raison sociale

Complément d'adresse (y compris boîte postale)

N° type et libellé de voie

Code postal et commune

Code postal cedex et bureau distributeur (cas échéant)

**II - CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES**

Ce questionnaire se rapporte uniquement à l'entreprise juridiquement définie, à l'exclusion de toutes ses filiales.

Votre activité principale est

Sinon préciser :

Votre catégorie juridique est

Sinon préciser :

**Régime d'imposition**

(cocher la case qui convient)

11 Impôt sur les sociétés, régime normal

12 Impôt sur les sociétés, régime simplifié

21 Impôt sur le revenu, régime normal

22 Impôt sur le revenu, régime simplifié

Autre régime d'imposition, préciser :

50

**Exercice comptable**

Date de clôture du dernier exercice clos avant le 01-01-01

Durée de cet exercice (en mois)

**Consolidation**

Votre compte de résultat fait-il l'objet d'une consolidation avec d'autres unités ?  oui  non

Si oui, indiquer les références de la société mère qui présente les comptes consolidés Raison sociale

Numéro SIREN

**III - CONDITIONS D'EXERCICE DE L'ACTIVITÉ (au cours de l'exercice)**

**A**  **70** Pas de modification au cours de l'exercice

Si l'entreprise a été concernée, au cours de l'exercice, par une des modifications de structure suivantes, merci de bien vouloir indiquer :

- la date d'eff

- la nature de la modification en cochant la case correspondante.

**Création au cours de l'exercice**

- 11 première activité
- 13 création suite à fusion
- 14 création suite à scission
- 19 autre forme de création (préciser)
- 

**Cessation au cours de l'exercice**

- 21 mise en sommeil
- 22 absorption
- 23 fusion
- 24 scission avec disparition
- 25 dissolution
- 29 autre forme de cessation (préciser)
- 

**Modification au cours de l'exercice**

- 31 reprise de l'activité
- 32 absorption d'une autre entreprise
- 34 scission sans disparition
- 35 apport partiel d'actifs à une autre entreprise
- 36 apport partiel d'actifs par une autre entreprise
- 37 apport partiel d'actifs reçus et donnés

**Location-gérance au cours de l'exercice**

- 42 prise en location-gérance d'un autre fonds
- 44 mise en location-gérance de votre fonds

**Autre forme de modification**

- 69 (préciser)
- 



**B** Apports d'immobilisations corporelles reçus par votre entreprise (consolidés avec ceux de la société auxiliaire de matériel, si l'entreprise est société mère d'une SAM)

Raison sociale des entreprises apporteurs	Numéro SIREN	Code APE	Date de décision	Date d'effet	Montant des apports
B1					
B2					
B3					
B4					
B5					

Total des immobilisations corporelles reçues par votre entreprise (valeur d'apport)  **IM1**

Ce montant IM1 est à reporter dans le cadre VIII § C. Investissements corporels reçus par voie d'apports, page 8

**C** Cessions par voie d'apports d'immobilisations corporelles faites à d'autres entreprises (consolidés avec ceux de la société auxiliaire de matériel, si l'entreprise est société mère d'une SAM)

Raison sociale des entreprises bénéficiaires	Numéro SIREN	Code APE	Date de décision	Date d'effet	Montant des cessions
C1					
C2					
C3					
C4					
C5					

Total des immobilisations corporelles cédées par votre entreprise (valeur d'apport)  **IM2**

Ce montant IM2 est à reporter dans le cadre VIII B. Cessions corporelles, page 8

**IV - EMPLOI**

**A - Effectif salarié**

Personnes pour lesquelles les rémunérations sont enregistrées au compte 64.

**Répartition trimestrielle**

Effectif salarié en 2000 au :

31 mars

30 juin

30 septembre

31 décembre

**Répartition par qualification du personnel (au 30 juin)**

Apprentis

+ Ouvriers

+ ETAM et cadres

**Effectif salarié moyen au cours de l'exercice comptable** (en équivalent temps plein)

Le comptage est réalisé en fonction du temps de travail réel des salariés   
(une personne à temps complet = 1, une personne à mi-temps = 0,5 etc.)

**B - Heures travaillées**

Nombre d'heures travaillées par le personnel ouvrier sur l'année civile 2000  heures.

(heures réellement effectuées par l'ensemble des ouvriers au cours de l'année, y compris les heures supplémentaires, non compris les heures chômées et les heures d'absence autorisée).

**V - SOCIÉTÉS EN PARTICIPATION**

L'entreprise est-elle associée à une ou plusieurs sociétés en participation (SEP),

dont elle n'assume pas la gérance ?  oui  1  non  9

Si l'entreprise est gérante de sociétés en participation (SEP), merci de bien vouloir indiquer :

- le nombre de SEP gérées, en comptabilité intégrée

- le nombre de SEP gérées, en comptabilité autonome

**VI - ANALYSE ÉCONOMIQUE des charges et produits de l'entreprise (exercice 2000)**

**A - Détail des charges et des produits**

CONSOMMATIONS INTERMÉDIAIRES	Comptes PCG (1)	Total Exercice 2000
Sous-traitance incorporée	604 + 605	
Sous-traitance générale	611	
Personnel extérieur	621	
Redevances de crédit-bail	612	
Autres charges externes	61-611-612+62-621	
Autres achats incorporés (hors sous-traitance)	601+602+606 +(608) <sup>(2)</sup>	
Dont achats non stockés de matières premières et fournitures	606	

**B - Achats de produits énergétiques**

Veillez indiquer le montant des achats de produits énergétiques qui ont été utilisés comme combustibles <sup>(1)</sup> (à l'exclusion des produits énergétiques achetés comme matière première ou pour la revente en l'état).

<sup>(1)</sup> comptabilisés au compte 606

**C - Production à l'étranger**

Si l'entreprise a vendu de la production à l'étranger, pour des montants non taxables en France, merci d'indiquer :

La production vendue à l'étranger et non taxable en France

REPRISES ET TRANSFERT DE CHARGES	Comptes PCG	Total Exercice 2000
Reprises sur amortissements et provisions (exploitation)	781	
Transfert de charges d'exploitation	791	

**D - Travaux pour le compte d'autres entreprises de construction**

Effectuez-vous des travaux pour le compte d'autres entreprises de construction ?    oui  1    non  9

Quelle part de votre chiffre d'affaires ces travaux représentent-ils ?

0   
  0-1/3   
  1/3-2/3   
  Plus de 2/3

**COMPTE DE RÉSULTAT (hors TVA)**  
relatif au dernier exercice clos avant le 1<sup>er</sup> janvier 2001

Veillez joindre au questionnaire une photocopie des documents fiscaux DGI N° 2052, 2053 et 2058-C.  
Vous pouvez également, si vous le préférez, remplir le compte de résultat ci-dessous.

VII - COMPTE DE RÉSULTAT (hors TVA) relatif au dernier exercice clos avant le 1<sup>er</sup> janvier 2001

Le compte de résultat demandé ci-dessous ne comprend pas les travaux effectués à l'étranger et non taxables en France (cf. cadre VI §C, page 6). Il correspond au compte de résultat de la liasse fiscale.

Merci de joindre au questionnaire UNE PHOTOCOPIE DES DOCUMENTS FISCAUX DGI N° 2052, 2053 et 2058-C ou remplir ce compte.

Les montants négatifs doivent être inscrits entre crochets ou entre parenthèses.

CHARGES		DGI	Total
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		FS	
Variation de stock (marchandises)		FT	
Achats de matières et autres approvisionnements (y.c.droits de douane)		FU	
Variation de stocks (matières et autres approvisionnements)		FV	
Autres achats et charges		FW	
Impôts, taxes et versements assimilés		FX	
Salaires et traitements		FY	
Charges sociales		FZ	
Dotation d'exploitation	Sur immobilisations	Dotations aux amortissements	GA
		Dotations aux provisions	GB
	Sur actif circulant : dotations aux provisions		GC
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		GD
Autres charges		GE	
<b>Total charges d'exploitation</b>		GF	
Opérations en commun : Perte supportée ou bénéfice transféré		GI	
<b>Total charges financières</b>		GU	
<b>Total charges exceptionnelles</b>		HH	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		HJ	
Impôts sur les bénéfices		HK	
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		HM	
<b>BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)</b>		HN	

PRODUITS		DGI	Exportation	DGI	Total
Ventes de marchandises		FB		FC	
Production de biens vendus		FE		FF	
Production de services vendus		FH		FI	
<b>Chiffre d'affaires net</b>		FK		FL	
Production stockée				FM	
Production immobilisée				FN	
Subventions d'exploitation				FO	
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges				FP	
Autres produits d'exploitation				FQ	
<b>Total des produits d'exploitation</b>				FR	
Opérations en commun : Bénéfice attribué ou perte transférée				GH	
<b>Total des produits financiers</b>				GP	
<b>Total des produits exceptionnels</b>				HD	
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>				HL	

VIII - IMMOBILISATIONS, INVESTISSEMENTS ET CESSIONS du dernier exercice clos avant le 1<sup>er</sup> janvier 2001

A - Compte des immobilisations (hors taxes déductibles et sans aucune déduction d'amortissement)

Si vous ne souhaitez pas remplir ce cadre, vous pouvez joindre au questionnaire une photocopie du document fiscal DGI n° 2054. Les cases  du tableau ci-dessous indiquent les références de cet imprimé.

IMMOBILISATIONS	VALEUR BRUTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE (a)	AUGMENTATIONS		DIMINUTIONS		VALEUR BRUTE EN FIN D'EXERCICE (f)
		RÉÉVALUATIONS (b)	ACQUISITIONS, CRÉATIONS OU APPORTS (c)	VIREMENTS DE POSTE À POSTE (d)	CESSIONS À DES TIERS MISES HORS SERVICE (e)	
INCORPORELLES						
CORPORELLES						

Dont immobilisations corporelles en TERRAINS

(1) Réf : DGI n° 2054 - cadre B : diminution d'immobilisations incorporelles par virement de poste à poste : total I + total II

(2) Réf : DGI n° 2054 - cadre B : diminution d'immobilisations corporelles par virement de poste à poste : total III

B - Cessions corporelles

	VALEUR BRUTE des immobilisations corporelles sorties de l'actif	PRIX RÉEL DE CESSION OU VALEUR D'APPORT
Cessions corporelles courantes		
Cessions corporelles par voie d'apports		(1)
Mises hors service		
Total des cessions corporelles case NG du tableau A Compte des immobilisations.		

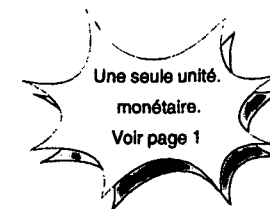
(1) = IM2 : cf. cadre III.C, page 4.

C - Investissements corporels dans le cas d'une modification de structure

Ce tableau n'est à remplir que dans le cas où l'entreprise a reçu des apports d'immobilisations corporelles au cours de l'exercice (cf. tableau B du cadre III, page 4 Modifications de structure).

	ACQUIS OU CRÉÉS HORS APPORTS	REÇUS PAR VOIE D'APPORTS	TOTAL col. (c)-(d) du tableau A
TOTAL des investissements corporels		(2)	
DONT TERRAINS			

(2) = IM1 : cf. cadre III.B, page 4.



D - Contrats de crédit-bail

Avez-vous signé des contrats de crédit-bail

au cours de l'exercice ?  oui  1  non  9

Si oui, montant des contrats de crédit-bail souscrits

au cours de l'exercice

E - Achats de logiciels

Avez-vous effectué des dépenses en logiciels

au cours de l'exercice  oui  1  non  9

Si oui, montant des investissements en logiciels (compte 205)

montant des dépenses non immobilisées (charges)



L'activité de construction (ou BTP) se décompose en travaux sur ouvrages de bâtiment ou travaux sur ouvrages de génie civil (ou travaux publics).  
Le chiffre d'affaires des activités de construction correspond aux lignes 1100 à 5100 de la décomposition du chiffre d'affaires par activité pages 10 et 11.

**A - Caractéristiques globales (activité de construction)**

**Ouvrages**

Sur quel type d'ouvrage les travaux effectués sur l'exercice ont-ils été réalisés ?

- ° Ouvrages de bâtiment  %
- ° Ouvrages de génie civil  %
- TOTAL  %

Réalisez-vous vos travaux de bâtiment exclusivement sur des ouvrages neufs ?

oui  1  non  9

Travaux réalisés :	Ouvrages neufs	Ouvrages existants	Total
- sur des logements			100 %
- sur d'autres bâtiments			100 %

**Maîtres d'ouvrage**

Pourriez-vous donner, même de façon approximative, la répartition de votre clientèle (en pourcentage du chiffre d'affaires) sur cet exercice ?

- Particuliers 1  % (ménages et entrepreneurs individuels : agriculteur, artisan, commerçant, profession libérale, etc.)
- HLM 2  % (organismes et sociétés)
- Entreprises publiques 3  % (EDF, GDF, SNCF, RATP, sociétés d'économie mixte, ports autonomes, etc.)
- Autres sociétés 4  % (hors HLM et entreprises publiques)
- Administrations 5  % (État, collectivités locales, regroupements de collectivités locales, régies municipales, etc.)
- TOTAL  % du chiffre d'affaires (activités de construction)

**Localisation de chantiers par région**

La nomenclature des régions figure en dernière page de ce questionnaire (les travaux effectués dans les TOM et à l'étranger sont à codifier "99").

Pourriez-vous indiquer les principales régions où s'exerce votre activité ? (à l'exception des chantiers à l'étranger non taxables en France)

- Région principale d'activité Code 1  (exemple : 24) Nom de la région  (exemple : Centre)  %
- Autres régions d'activité
  - 2  Nom de la région   %
  - 3  Nom de la région   %
  - 4  Nom de la région   %
  - 5  Nom de la région   %

57

**B - Décomposition du chiffre d'affaires par activité (exercice 2000)**

(Les tableaux B, C1, C2 et C3 peuvent être remplis sur plusieurs feuilles, au choix de l'entreprise, une feuille par agence par exemple)

Le total de la première colonne est égal au chiffre d'affaires de l'entreprise.

La sous-traitance confiée correspond aux comptes 604 + 605, ainsi qu'au compte 611 si celui-ci inclut la sous-traitance de fabrication.

ACTIVITÉS DE CONSTRUCTION	Chiffre d'affaires TOTAL	DONT sous-traitance confiée
<b>1. Préparation des sites</b>		
<b>Petits terrassements, démolition</b> : démolition, creusement de tranchées pour VRD ou canalisations urbaines, fouilles courantes, travaux préparatoires : déblaiement, remblayage, déroctage, débroussaillage...	1100	
<b>Terrassements en grande masse</b> : gros terrassement pour le bâtiment, terrassements à l'air libre préalables à la construction des voies de communication ou aux industries extractives, prestation indépendante d'artificiers...	1120	
<b>Forages et sondages</b> : sondages et forages d'essai pour les constructions, les études géophysiques ou géologiques, les passages de câbles ou de canalisations... sauf puits d'eau (2360), puits de mine (1120), fondations spéciales (2360).	1140	
<b>2. Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil</b>		
<b>Gros œuvre de maisons individuelles</b> : gros œuvre de maisons individuelles, maisons individuelles «clés en main», construction industrialisée de maison indiv., travaux tous corps d'état si gros œuvre plus second œuvre.	2100	
<b>Gros œuvre de bâtiments divers</b> : gros œuvre de bâtiments (sauf maisons indiv. et ouvrages industriels lourds), mobilier urbain, travaux tous corps d'état si gros œuvre plus second œuvre hors maisons individuelles.	2120	
<b>Construction d'ouvrages d'art</b> : ponts, viaducs, centrales (nucléaires, électriques...), ouvr. industriels lourds, réservoirs, cuves, déchetteries, stations d'épuration, bassins de natation.	2140	
<b>Travaux souterrains</b> : creusement de tunnels, travaux souterrains de tous types, y compris les opérations annexes de consolidation des sols et de soutènement.	2160	
<b>Réseaux, canalisations</b> : réseaux d'adduction ou d'évacuation des eaux, de transport de gaz, de produits pétroliers... sauf constr. aqueduc (2320), raccordement aux réseaux publics (2380), épuration des eaux (hors constr.).	2180	
<b>Construction de lignes électriques et de télécommunication</b> : lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, lignes de réseaux de télécom., lignes d'aliment. pour voies ferrées (caténaïres, rails électriques...) sauf électricité dans bât. (3100) et éclairage public (3180).	2200	
<b>Réalisation de couvertures par éléments</b> : couvertures en tous matériaux, évacuation des eaux de pluie, bardage, gouttières... sauf toitures-terrasses (2100 ou 2120), étanchéité sur toitures (2240).	2220	
<b>Travaux d'étanchéification</b> : tous travaux d'étanchéification : toitures, terrasses, façades, piscines, ouvrages enterrés, ouvrages d'art...	2240	
<b>Travaux de charpente</b> : travaux divers de charpente, montage de charpentes préfabriquées en bois, sauf montage de charpentes métalliques (2340), traitement chimique à façon des charpentes (hors fabrication industrielle).	2260	
<b>Construction de voies ferrées</b> : ballast, rails, aiguillages, croisements, signalisation, systèmes de commande et de sécurité... sauf lignes électriques pour voies ferrées (2200), terrassements préalables (1120).	2280	
<b>Construction de chaussées routières et sols sportifs</b> : chaussées routières, pistes d'avion, pistes cyclables, signalisation verticale, marquage au sol, sols sportifs et récréatifs... sauf terrassements préalables (1120), bât. ou équip. sportifs (2120 ou 2140).	2300	
<b>Travaux maritimes et fluviaux</b> : ports, barrages, aqueducs, digues, canaux, écluses, piles de ponts, dragage, câbles sous-marins, travaux sous-marins par scaphandriers, curage des fossés, aménagement des berges, faucardage...	2320	
<b>Levage, montage, échafaudages</b> : montage et démontage d'échafaudages, d'ossatures métalliques, de murs-rideaux, travaux de bardage en tous matériaux complexes (bâtiments industriels)...	2340	
<b>Autres travaux spécialisés de construction</b> : fondations spéciales importantes, ossatures en béton complexes, fusterie industrielle, cheminées décoratives, fontaines, puits d'eau, chambres froides, chambres froides, trav. acrobatiques, trav. funéraires, déblage... sauf forages d'essai (1140), puits de mine (1120).	2360	
<b>Travaux de maçonnerie générale</b> : travaux courants de maçonnerie et de béton armé, raccordement des bâtiments aux réseaux publics (VRD), ravalement au mortier, murs et clôtures en maçonnerie, purge de pierre, sciage au sol...	2380	

Une seule unité  
monétaire.  
Voir page 1.

	Chiffre d'affaires TOTAL		DONT sous-traitance confiée
<b>3. Travaux d'installation</b>			
<b>Installation électrique des bâtiments</b> : install. électrique toutes tensions dans les logements et les bât. non résidentiels, groupes électrogènes, install. de télécommunication, alarmes, ascenseurs, antennes, paratonnerres...	3100		
<b>Travaux d'isolation</b> : isolation thermique, acoustique, antivibratile, isolation de canalisations de chauffage ou de réfrigération, isolation des chambres froides et entrepôts frigorifiques...	3120		
<b>Travaux de plomberie</b> : réseaux de distribution de l'eau et du gaz, travaux de plomberie, appareils sanitaires fixes, fosses septiques, drains, capteurs solaires, réseaux de lutte contre le feu (y compris RIA)...	3140		
<b>Installation et maintenance d'équipements thermiques</b> : systèmes de chauffage ou de climatisation, de ventilation mécanique contrôlée, d'air conditionné... sauf chauffage élect. (3100), fumisterie indust. (2360), systèmes à caractère industriel hors constr.	3160		
<b>Autres travaux d'installation</b> : éclairage et signalisation de la voie publique, des ports et aéroports, enseignes lumineuses ou non, clôtures, piquets, stores et bannes, rideaux, bâches...	3180		
<b>4. Travaux de finition</b>			
<b>Plâtrerie</b> : enduits à base de plâtre (intérieurs ou extérieurs), cloisons sèches et faux plafonds en plâtre, plaques de plâcoplâtre, stoff, stuc, béton de fibre...	4100		
<b>Menuiserie bois et matières plastiques</b> (non compris, fabrication industrielle) : menuiserie extérieure et intérieure en bois ou en matières plastiques (PVC), fermetures de bât., volets, portes, portails, fenêtres, persiennes, placards, cloisons, parquets, pose de frisée, escaliers, décoration... sauf menuiserie métallique ainsi qu' aluminium (4140) et parquet collé/flottant (4160).	4120		
<b>Menuiserie métallique</b> (non compris, fabrication industrielle), y compris aluminium, serrurerie : blindage de portes, portes coupe-feu, faux plafonds sur structure métallique, cloisons aluminium mobiles, volets, fenêtres, vérandas, serres, serrures... sauf ferronnerie décorative intérieure (4240).	4140		
<b>Revêtement des sols et des murs</b> : pose de carrelages, habillage décoratif des façades extérieures, revêtements maçonnés sauf ravalement (2380 ou 4200 ou 4240), revêtements intérieurs : parquets collés ou flottants, moquettes, papier peint sauf peinture (4200).	4160		
<b>Miroiterie de bâtiment, vitrerie</b> : pose de verre et de glace de toutes natures, vitrines, film solaire, éclairage zénithal... sauf installation de fenêtres (4120 ou 4140), vérandas et serres (4140).	4180		
<b>Peinture</b> : peinture intérieure décorative, peinture extérieure de protection (ravalement), peinture sur ossatures métalliques, sur coques de navires...sauf marquage au sol (2300).	4200		
<b>Agencement de lieux de vente</b> : installation de magasins, de surfaces commerciales ou d'exposition, faisant l'objet d'un marché unique.	4220		
<b>Autres travaux de finition</b> : remise en état des lieux après travaux, nettoyage des façades par lavage haute pression ou sablage, ferronnerie décorative, installation de piscines résidentielles...	4240		
<b>5. Location avec opérateur</b>			
<b>Location avec opérateur de matériel de construction</b> : location avec opérateur de matériel de construction ou de démolition, y compris grues mobiles... sauf montage d'échafaudages (2340) et location de matériel sans opérateur (hors constr.).	5100		
<b>TOTAL du chiffre d'affaires des activités de CONSTRUCTION</b>	9000		

**ACTIVITÉS HORS CONSTRUCTION (PRÉCISER)**


CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL = case (FL) du cadre VI des principaux postes du compte de résultat, page 7.

(a) >

**C - Décomposition du chiffre d'affaires de travaux par maître d'ouvrage, ouvrage et région**
**PREMIÈRE PARTIE : Ouvrages de bâtiment**

(Les tableaux B, C1, C2 et C3 peuvent être remplis sur plusieurs feuilles, au choix de l'entreprise, une feuille par agence par exemple)

La nomenclature des régions, TOM et étranger, figure en dernière page de ce questionnaire. Indiquer le code région dans chaque colonne intitulée "Région".

Montant du chiffre d'affaires, hors taxes (y compris sous-traitance confiée).

MAÎTRE D'OUVRAGE	OUVRAGE DE BÂTIMENT	TOTAL	00	Région		Région		Région		Région	
<b>C.1 - Ensemble des ouvrages de bâtiments (y compris travaux sur ouvrages existants)</b>											
<b>1. Particuliers</b> y compris entrepreneurs individuels : agriculteur, artisan, commerçant, profession libérale...	Maisons individuelles (y compris lotissements)	1111									
	Immeubles de logements (y compris hébergement)	1112									
	Autres bâtiments	1130									
<b>2. HLM</b> (organismes et sociétés)	Maisons individuelles (y compris lotissements)	2111									
	Immeubles de logements (y compris hébergement)	2112									
	Autres bâtiments	2130									
<b>3. Entreprises publiques</b> EDF, GDF, SNCF, RATP, sociétés d'économie mixte, ports autonomes, etc.	Maisons individuelles (y compris lotissements)	3111									
	Immeubles de logements (y compris hébergement)	3112									
	Autres bâtiments	3130									
<b>4. Autres sociétés</b> (hors HLM et entreprises publiques)	Maisons individuelles (y compris lotissements)	4111									
	Immeubles de logements (y compris hébergement)	4112									
	Autres bâtiments	4130									
<b>5. Administrations</b> (État, collectivités locales, regroupements de collectivités locales, régies municipales...)	Maisons individuelles (y compris lotissements)	5111									
	Immeubles de logements (y compris hébergement)	5112									
	Autres bâtiments	5130									
<b>Total (facultatif)</b>											
<b>C.2 - dont travaux effectués sur ouvrages de bâtiments existants (tous travaux qui ne sont pas occasionnés par la création d'une surface nouvelle)</b>											
Chiffre d'affaires réalisé sur des logements existants (maisons individuelles et immeubles de logements)		6100									
Chiffre d'affaires sur d'autres bâtiments existants		6200									

(Les tableaux B, C1, C2 et C3 peuvent être remplis sur plusieurs feuilles, au choix de l'entreprise, une feuille par agence par exemple)

La nomenclature des régions, TOM et étranger, figure en dernière page de ce questionnaire. Indiquer le code région dans chaque colonne intitulée "Région".

DEUXIÈME PARTIE : Ouvrages de génie civil (travaux publics)

Montant du chiffre d'affaires, hors taxes (y compris sous-traitance confiée)

MAÎTRE D'OUVRAGE	DESTINATION DES TRAVAUX	TOTAL 00	Région <input type="text"/>	Région <input type="text"/>	Région <input type="text"/>	Région <input type="text"/>	Région <input type="text"/>
<b>1. Particuliers</b> y compris entrepreneurs individuels : agriculteur, artisan, commerçant, profession libérale...	Ensemble des ouvrages	1260					
<b>2 HLM</b> (organismes et sociétés)	Ensemble des ouvrages	2260					
<b>3. Entreprises publiques</b> EDF, GDF, SNCF, RATP, sociétés d'économie mixte, ports autonomes, etc.	Voies de communication : autoroutes, routes, pistes, voies ferrées...	3210					
	Ouvrages de franchissement (pont, tunnel) et ouvrages hydrauliques (pont, barrage...)	3220					
	Réseaux : eau, gaz, pétrole... (fluides), électricité, télécom, station épuration...	3230					
	Ouvrages complexes sur site industriel (centrales électriques, industrie lourde...)	3240					
	Ouvrages à usage sportif ou récréatif (stades, terrains de sport...)	3250					
<b>4. Autres sociétés</b> (hors HLM et entreprises publiques)	Voies de communication : autoroutes, routes, pistes, voies ferrées...	4210					
	Ouvrages de franchissement (pont, tunnel) et ouvrages hydrauliques (pont, barrage...)	4220					
	Réseaux : eau, gaz, pétrole... (fluides), électricité, télécom, station épuration...	4230					
	Ouvrages complexes sur site industriel (centrales électriques, industrie lourde...)	4240					
	Ouvrages à usage sportif ou récréatif (stades, terrains de sport...)	4250					
<b>5. Administrations</b> (État, collectivités locales, regroupements de collectivités locales, régies municipales...)	Voies de communication : autoroutes, routes, pistes, voies ferrées...	5210					
	Ouvrages de franchissement (pont, tunnel) et ouvrages hydrauliques (pont, barrage...)	5220					
	Réseaux : eau, gaz, pétrole... (fluides), électricité, télécom, station épuration...	5230					
	Ouvrages complexes sur site industriel (centrales électriques, industrie lourde...)	5240					
	Ouvrages à usage sportif ou récréatif (stades, terrains de sport...)	5250					
<b>TOTAL (facultatif)</b>							

**X - PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS DE L'ENTREPRISE à la date du 31 décembre 2000**

Cette liste concerne les entreprises ayant plusieurs établissements au 31 décembre de l'année civile 2000. Elle a été établie d'après la situation de l'exercice précédent et des informations en provenance du répertoire SIRENE.

Nous vous remercions de bien vouloir :

- vérifier, et corriger, s'il y a lieu, les renseignements donnés sur cette liste ;
- compléter les informations manquantes.

**Code fonction :**

- 10 = siège social
- 20 = unité de production (autre que siège social)
- 30 = unité auxiliaire (autre que siège social) :  
entrepôt, unité commerciale, centre informatique...

ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT	NIC (1)	ACTIVITÉ PRINCIPALE	FONCTION	DATE ÉVENTUELLE DE CESSATION (2)

(1) Le NIC (numéro d'immatriculation complémentaire) permet d'identifier les différents établissements d'une même entreprise. Il correspond aux 5 derniers chiffres du numéro SIRET.

(2) Codification : JJ/MM/AAAA

**X - PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS DE L'ENTREPRISE à la date du 31 décembre 2000 (suite)**

**Code fonction :**

- 10 = siège social
- 20 = unité de production (autre que siège social)
- 30 = unité auxiliaire (autre que siège social) :  
entrepôt, unité commerciale, centre informatique...

ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT	NIC (1)	ACTIVITÉ PRINCIPALE	FONCTION	DATE ÉVENTUELLE DE CESSATION (2)

(1) Le NIC (numéro d'immatriculation complémentaire) permet d'identifier les différents établissements d'une même entreprise. Il correspond aux 5 derniers chiffres du numéro SIRET.  
 (2) Codification : JJ/MM/AAAA

NOMENCLATURE DES RÉGIONS, DOM, TOM ET ÉTRANGER

Région	Nom de la région	Dépt	Nom du département
11	Île-de-France	75	Paris
		77	Seine-et-Marne
		78	Yvelines
		91	Essonne
		92	Hauts-de-Seine
		93	Seine-Saint-Denis
		94	Val-de-Marne
21	Champagne-Ardenne	08	Ardennes
		10	Aube
		51	Marne
		52	Haute-Marne
22	Picardie	02	Aisne
		60	Oise
		80	Somme
23	Haute-Normandie	27	Eure
		76	Seine-Maritime
24	Centre	18	Cher
		28	Eure-et-Loir
		36	Indre
		37	Indre-et-Loire
		41	Loir-et-Cher
		45	Loiret
25	Basse-Normandie	14	Calvados
		50	Manche
		61	Orne
26	Bourgogne	21	Côte-d'Or
		58	Nièvre
		71	Saône-et-Loire
		89	Yonne
31	Nord - Pas-de-Calais	59	Nord
		62	Pas-de-Calais
41	Lorraine	54	Meurthe-et-Moselle
		55	Meuse
		57	Moselle
		88	Vosges
42	Alsace	67	Bas-Rhin
		68	Haut-Rhin
43	Franche-Comté	25	Doubs
		39	Jura
		70	Haute-Saône
		90	Territoire-de-Belfort
52	Pays de la Loire	44	Loire-Atlantique
		49	Maine-et-Loire
		53	Mayenne
		72	Sarthe
		85	Vendée
53	Bretagne	22	Côte-d'Armor
		29	Finistère
		35	Ille-et-Vilaine
		56	Morbihan

Région	Nom de la région	Dépt	Nom du département
54	Poitou-Charentes	16	Charente
		17	Charente-Maritime
		79	Deux-Sèvres
		83	Vienna
72	Aquitaine	24	Dordogne
		33	Gironde
		40	Landes
		47	Lot-et-Garonne
		64	Pyrénées-Atlantiques
73	Midi-Pyrénées	09	Ariège
		12	Aveyron
		31	Haute-Garonne
		32	Gers
		46	Lot
		65	Hautes-Pyrénées
		81	Tarn
82	Tarn-et-Garonne		
74	Limousin	19	Corrèze
		23	Creuse
		87	Haute-Vienne
82	Rhône-Alpes	01	Ain
		07	Ardèche
		26	Drôme
		38	Isère
		42	Loire
		69	Rhône
		73	Savoie
		74	Haute-Savoie
83	Auvergne	03	Allier
		15	Cantal
		43	Haute-Loire
		63	Puy-de-Dôme
91	Languedoc-Roussillon	11	Aude
		30	Gard
		34	Hérault
		48	Lozère
		66	Pyrénées-Orientales
93	Provence-Alpes-Côte d'Azur	04	Alpes-de-Haute-Provence
		05	Hautes-Alpes
		06	Alpes-Maritimes
		13	Bouches-du-Rhône
		83	Var
84	Vaucluse		
94	Corse	2A	Corse-du-Sud
		2B	Haute-Corse
01		971	Guadeloupe
02		972	Martinique
03		973	Guyane
04		974	Réunion
99	TOM, étranger		Hors métropole





direction  
des Affaires  
économiques  
et internationale

Service économique  
et statistique

Tour Pascal B  
92055 La Défense  
cedex  
téléphone :  
(33/0) 1 40 81 13 1  
télécopie :  
(33/0) 1 40 81 13 3  
[www.equipement.gouv.fr/statistiques](http://www.equipement.gouv.fr/statistiques)



21,34 euros  
(140 F)  
ISSN en cours  
197-2002